

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 424 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 424
Déc. 1993 - Janv. 1994
30^e année

DANS CE NUMERO

- Comment les bourgeois veulent résoudre le problème des SDF
- Rivalités inter-impérialistes en Afrique (2)
- France, terre d'asile
- A propos d'un «Appel pour l'abolition du chômage»
- Signe des temps: Démangeaisons militaristes dans le monde
- Russie: cannonades et parlement
- Foulard islamique: L.O.-Pasqua même combat!
- Correspondance: La situation chez Alpine-Renault
- Correspondance: La grève des dockers
- Non à la répression contre les organisations kurdes!
- Boniments sur la liberté (Lénine)

La grève à Air France et le spectre de mai 68

La grève d'Air France est riche d'enseignements sur l'état d'esprit qui règne actuellement parmi nombre de travailleurs de grandes entreprises, sur les réactions de la bourgeoisie, sur les possibilités que cela ouvre à la lutte ouvrière, mais aussi sur les difficultés que celle-ci rencontre et rencontrera.

La presse a largement rapporté la détermination des grévistes et leur méfiance vis-à-vis des syndicats «débordés» («Ils négocieraient plus volontiers, j'aurais trop peur qu'ils nous trahissent» - un magasinier). Les travailleurs de base ont imposé des méthodes d'action directes inédites comme l'occupation des pistes d'envol, qui bloque tout trafic aérien. Cette forme d'action, tabou jusqu'ici, a d'ailleurs très vite été reprise par d'autres grévistes à l'étranger, au Portugal et en Israël. Il faut savoir qu'en raison de la concurrence féroce dans ce secteur, de nombreux conflits sont en cours ou en gestation dans des compagnies aériennes de par le monde, et qu'une grève importante, surtout lorsqu'elle se traduit par des interruptions de trafic, a tout de suite des retentissements internationaux. C'est sur des données de fait de ce genre que sera possible demain une solidarité réelle par delà les frontières entre travailleurs en lutte.

Les travailleurs du bas de l'échelle et les moins payés, comme les bagagistes, ont constitué les éléments les plus déterminés. Les CDD (les contrats à durée déterminée) ont rejoint les grévistes, illustrant qu'un fort mouvement de lutte réalise l'unité des catégories les plus exploitées, malgré les différences de catégorie que les patrons s'ingénient à introduire et l'«esprit maison» qu'ils entretiennent. Le gouvernement ne s'est pas trompé sur cette détermination. Après avoir proclamé sur tous les tons que le plan social avec ses 4.000 pertes d'emploi et ses baisses de salaire n'était pas négociable, après avoir constaté que ses offres de négociation sur

(Suite en page 3)

“Semaine de 4 jours”, “Partage du travail” Rêves bourgeois et réalité communiste

Nous consacrons un autre article du journal à examiner un «Appel» d'une partie de l'«extrême gauche» pour le vote d'une loi sur les 35 heures qui permettrait selon ses partisans rien moins que «l'abolition du chômage». Malheureusement pour eux, au moment où ces opportunistes d'extrême-gauche se lançaient dans leur terrible campagne de pétitions, il leur est arrivé la curieuse mésaventure d'être doublés sur leur gauche... par le RPR! Fabius a beau rappeler que c'est lui qui en avait parlé le premier, ce n'est person-

Il y aurait surtout de quoi se poser des questions sur une perspective qui peut être reprise par les gaullistes du RPR comme par les socialistes de Rocard ou les trotskystes de la LCR. La réduction du travail est-elle une mesure qui est dans l'intérêt des ouvriers ou dans l'intérêt des patrons? Ou bien y a-t-il en temps de crise un intérêt commun aux patrons et aux ouvriers? Et qu'on ne vienne pas nous dire que si les graves sénateurs de la majorité ou les énarques du PS se disent favorables aux 32 heures, c'est là pure démagogie dont ils ne pensent pas un mot: les trotskystes ne nous répètent-ils pas depuis des lustres que l'important n'est pas qu'un mot d'ordre soit réalisable, mais qu'il soit crû par les masses (voir l'autogestion, le contrôle ouvrier et cent autres mots d'ordre absolument démagogiques qui font partie de leur arsenal)? A moins que la réduction du travail ne devienne vraiment révolutionnaire et favorable à l'emploi qu'à partir des 30 heures, comme nous l'assurent d'autres (les maois-

tes de «Partisans»)?

Dans cette ultime hypothèse, notre gauche de l'extrême gauche n'est plus doublée par le RPR ou le PS, mais par personne d'autre que des patrons eux-mêmes. Et pas n'importe quels patrons: les patrons de Volkswagen, premier constructeur automobile européen, viennent de se dire partisans de la semaine de 28,8 heures pour «préserver» 30.000 emplois. Cette mesure va entrer en vigueur incessamment, après le résultat positif des négociations avec le syndicat. Celui-ci exigeait d'abord qu'il n'y ait pas de diminution des salaires, puis pas de diminution des salaires mensuels et a fini par accepter une baisse d'environ 10% (pour une baisse de 20% du temps de travail). Le quotidien économique «La Tribune Desfossés» (15/11/93), explique ainsi les raisons de cet accord: «La réduction du temps de travail est moins chère à financer que des mesures de chômage partiel (où le salaire est payé à 95%, en grande partie par l'Of-

me d'autre qu'un député du RPR qui a déposé un projet de loi à ce sujet, finalement voté sous une forme adoucie en tant qu'amendement à la loi quinquennale sur l'emploi. Le PS a aussitôt embrayé sur les 32 heures en précisant qu'il est opposé à toute réduction salariale pour les salaires inférieurs à 10.000 F: l'«extrême gauche» qui n'avait pas osé aller aussi loin dans son «Appel» était de nouveau doublée à gauche! Il y aurait de quoi vous dégoûter d'être des révolutionnaires responsables!

ficé fédéral pour l'emploi, mais pour une durée limitée) ou même des licenciements massifs. Le syndicat souligne que la mise à la porte de 30.000 personnes signifierait un véritable «chaos» à l'échelle de la région et qu'on se retrouverait vite avec une main d'oeuvre désœuvrée et déqualifiée difficile à réintégrer le jour où la reprise reviendrait. Ce n'est donc par philanthropie que les patrons préconisent la réduction du temps de travail et que les syndicats y souscrivent, mais pour défendre les intérêts bien compris de l'entreprise et éviter des troubles sociaux. Le Ministre de l'Economie allemand Günther Rexrodt s'est engouffré dans la brèche de la réduction du temps de travail pour «sauver des centaines de milliers d'emplois»: 3 mois de vacances supplémentaires par an! Mais attention, il s'agirait de 3 mois de vacances non payées. «Quiconque veut éviter des licenciements alors que les usines tra-

(Suite en page 2)

Sur le fil du temps FAIRE INVESTIR CEUX QUI SONT NUS

Le Fil du Temps que nous publions ci-dessous est paru en 1950 dans «Battaglia Comunista» n°6. Il réfutait la présentation des investissements productifs comme un remède aux maux dont souffrent les prolétaires dans la société capitaliste. Selon l'argumentation des «dirigeants ouvriers» de l'époque (Di Vittoria était le chef de la CGIL, l'équivalent de la CGT française), comme ceux d'aujourd'hui, les patrons d'alors préféraient dilapider leurs capitaux plutôt que de faire sérieusement leur métier de patron et donner ainsi du travail à l'ouvrier. Plus de quarante plus tard, ce «Fil» est toujours d'actualité, les «dirigeants ouvriers» actuels, rejoints par toute une partie de la prétendue extrême gauche, continuant à répéter les mêmes arguments et dans le même but: faire croire aux prolétaires qu'un simple «changement de politique» pourrait faire sortir de la crise, sans qu'il y ait besoin de renverser la bourgeoisie et son Etat et de mettre fin au système capitaliste.

Crise, misère, chômage. C'est la faute du gouvernement qui a sa disposition un remède si simple et qui ne veut pas l'appliquer: l'investissement.

Voilà toute la politique et l'économie politique des formidables partis qui en Italie «représentent les classes ouvrières».

Investis, gouvernement de voleur! Mais quel est ce gouvernement, sinon celui que ces partis eux-mêmes ont porté au pouvoir dans l'orgie antifasciste et dans la liesse de l'accueil des armées occidentales? Et pourquoi ce gouvernement ne voudrait-il pas investir? Simple: pour faire plaisir aux clas-

ses possédantes et monopolistes! Et comment alors peut-on infliger à ces classes le déplaisir d'un investissement à grande échelle, d'une augmentation de la productivité et de la richesse nationale? Encore plus simple: en votant contre les démocrates chrétiens et en envoyant au gouvernement les socialistes de l'Avanti! et les communistes de l'Unità.

Les classes dominantes italiennes et leurs seigneurs de l'étranger peuvent vraiment se réjouir si la préparation politique

(Suite en page 6)

Le calvaire des sans-logis

Fin novembre, on recensait 10 «SDF» (appellation moderne plus convenable, plus hygiénique, plus «politiquement correcte» des «sans-abris» ou «sans-logis») sont morts de froid, chiffre qui doit être sensiblement augmenté en réalité car toutes les victimes n'ont pas l'honneur d'être enregistrées par les médias. Selon une statistique publiée en décembre 1992, il y avait en 1990 en France 202.000 personnes «exclues du logement», dont 45.000 dormant dans des «abris de fortune», 59.000 hébergées dans des «centres d'urgence» et 98.000 sans abris. Cette statistique était réalisée par la Caisse des dépôts, organisme peu suspect d'ultra-gauchisme, alors que «ATD quart monde» avançait en 1987 une fourchette de 200 à 400.000 sans-abris.

Certaines associations parlent aujourd'hui de 400 à 500.000, chiffre à rapprocher du nombre de gens qui ne mangent pas à leur faim: 500.000 selon les banques alimentaires. Le phénomène de l'augmenta-

(Suite en page 2)

“Semaine de 4 jours”, “Partage du travail” Rêves bourgeois et réalité communiste

(Suite de la page 1)

vailent en dessous de leur capacité doit réfléchir à des solutions pratiques non conventionnelles», se justifie le ministre qui voit la solution dans une plus grande flexibilité du travail. C'est-à-dire dans une flexibilité sans limite des travailleurs aux besoins du capital, au point de réinventer le chômage sans indemnité...

Ces exemples allemands illustrent à merveille quels sont les enjeux et les causes de ce grand débat sur la réduction du temps de travail. D'une part proposer une carotte aux travailleurs en leur faisant miroiter tous les emplois qui pourraient peut-être être créés s'ils acceptaient de nouveaux sacrifices et dresser les chômeurs contre les travailleurs qui ont un emploi mais qui par égoïsme refuseraient de leur laisser une place. D'autre part adapter l'offre de travail aux besoins plus réduits de l'économie en crise et en profiter pour réduire sensiblement les salaires (direct et indirects) et les mesures de protection sociale non salariales, en un mot pour augmenter sensiblement le degré d'exploitation de la classe ouvrière. Une baisse brutale du temps de travail et des salaires risquerait de provoquer des réactions de lutte ouvrière, c'est pourquoi la bourgeoisie doit la préparer par toute une campagne de propagande préalable et doit s'employer à mettre en place des contre-feux aux inévitables réactions, en aggravant les divisions parmi les travailleurs et désignant des bouc-émissaires (étrangers, immigrés).

Les capacités de production dans l'industrie ne seraient plus utilisées qu'à 85% et 75% chez les PMI; le recours au chômage partiel ne cesse de croître: 7,6 millions de journées indemnisées en 91, 10,7 millions en 92 et en 93 on en serait à quasiment 2 millions de journées indemnisées par mois. Comme le dit «Le Monde» du 3/11 qui donne ces chiffres, la réduction du temps de travail est déjà pratiquée massivement dans l'industrie: chez Peugeot, qui avait inauguré il y a quelques mois la journée de 10 heures dans certains établissements, on est passé pratiquement au dessous des 30 heures par semaine pour les deux derniers mois de l'année. Et cette réduction du temps de travail n'est en aucune façon utilisée pour augmenter le nombre d'emplois; bien au contraire elle est l'antichambre des licenciements et des réductions d'emploi.

De ce que nous venons de dire il ressort à notre avis très clairement que tout le bruit fait actuellement sur la réduction ou le partage du temps de travail s'inscrit **dans le cadre d'une offensive capitaliste contre la classe ouvrière** et ne sert donc que les **intérêts de la bourgeoisie**. La réduction du temps de travail a toujours été l'un des axes fondamentaux de la lutte historique de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste. Mais de même que toute autre revendication économique partielle elle peut être détournée de son sens et se retourner contre les intérêts immédiats et historiques du prolétariat si elle ne s'inscrit pas **dans le cadre de la lutte de classe** mais se veut un substitut à celle-ci.

**SEULE LA DICTATURE DU
PROLETARIAT FERA
DISPARAITRE LE CHOMAGE ET
REALISERA LE PARTAGE DU
TRAVAIL**

Le nombre sans cesse croissant des chômeurs et des pauvres alors que la crise économique est provoquée par la surpro-

duction de marchandises, de biens, de richesses, témoigne de façon criante de l'absurdité du mode de production capitaliste, dans laquelle, comme disait le socialiste utopique Fourier, la misère naît de l'abondance. Ce sont les rapports de production actuels, et non une quelconque loi naturelle, qui divisent la société en classes antagoniques dont l'une croule sous le superflu tandis que l'autre bien plus nombreuse est contrainte de se tuer au travail ou de sombrer dans la misère lorsque la première ne trouve plus de possibilité de dégager un **profit** en l'employant. Il n'y a pas de démonstration plus irréfutable que la société est mûre pour un mode de production nouveau, non mercantile, où de telles absurdités seront impossibles parce qu'il sera animé non par la recherche du profit, mais par la satisfaction des besoins humains.

La dictature du prolétariat et elle seule pourra réaliser un véritable **partage du travail** qui, joint à l'obligation du travail et à la disparition des activités socialement inutiles ou nocives, débouchera sur une réduction radicale de la journée de travail à 3 ou 4 heures par jour et moins encore. Le temps libre dégagé par la réduction de l'horaire du travail ne sera pas alors consacré aux passe-temps et aux loisirs abêtissants de la civilisation bourgeoise; il donnera avant tout la possibilité aux masses prolétariennes, jusqu'à la plus humble des ménagères comme disait Lénine, de prendre en charge leur destin et celui de l'humanité en participant directement à toutes les décisions et toutes les tâches de la dictature du prolétariat. Car c'est dans la mesure où la participation des plus larges masses pourra être rendue possible que le «demi-Etat» prolétarien pourra rapidement se passer de tous les corps spécialisés de fonctionnaires et de bureaucrates qui sont le trait caractéristique des Etats au service d'une minorité exploiteuse.

Cette perspective grandiose nécessite au préalable la prise révolutionnaire du pouvoir, la destruction des structures politiques de la bourgeoisie (l'Etat bourgeois) et l'intervention despotique du pouvoir prolétarien dans la structure économique capitaliste pour briser les rapports marchands, l'organisation en entreprises, le salariat. La transformation sociale n'arrivera donc pas en un clin d'oeil, sans difficultés ni douleurs, surtout en tenant compte du fait que si la révolution est un processus international, elle ne peut cependant éclater dans tous les pays au même moment. Les pays où la classe ouvrière aura pris le pouvoir devront donc résister aux attaques des Etats bourgeois et consacrer le meilleur de leurs énergies à l'extension de la révolution et au soutien de la guerre civile internationale.

Pour exorciser cette alternative décrite par le marxisme et pour laquelle de dures batailles ont été livrées dans le passé, les bourgeois et leurs laquais veulent à tout prix maintenir une classe ouvrière encore hypnotisée par des décennies de prospérité économique dans la croyance qu'il n'y a pas d'autre société possible que la société actuelle. C'est pourquoi ils utilisent avec toute la puissance de leurs **mass-médias** la crise des économies **capitalistes d'Etat** à l'Est pour affirmer que le marxisme a fait faillite et que le communisme n'a jamais été autre chose qu'une utopie. Mais cela ne peut suffire à la longue à calmer les prolétaires qui constatent que la crise économique fait rage ici aussi. Il faut donc

essayer de faire croire aux prolétaires que le capitalisme est capable de se réformer, qu'il est capable de faire ce que le socialisme promettait, qu'il est capable d'assurer à tous un revenu décent, qu'il est capable d'«abolir le chômage» ou au moins de «créer des emplois» en quantité pourvu qu'il soit soumis à une forte pression et qu'une «autre politique» soit suivie.

Mais les croyances n'ont qu'un temps. Au terme d'un long article montrant que la semaine de 4 jours et les 32 heures n'était qu'un *slogan* incapable de faire disparaître le chômage, le quotidien de la bourgeoisie française éclairée, nous voulons parler du «Monde» (3/11/93), au diapason de politiciens comme Giscard ou d'industriels comme Jacques Calvet, s'effrayait: «Il est facile d'imaginer le choc que pourrait produire sur l'opinion la découverte de cette réalité intangible, propre au mode de fonctionnement du marché du travail. Un rêve, aujourd'hui entretenu, sera brisé».

C'est précisément ce que nous attendons: plus vite se briseront les rêves mensongers entretenus par la bourgeoisie et

ses complices, plus vite le prolétariat se convaincra qu'il ne peut compter que sur ses propres forces pour se défendre et pour passer à l'attaque. Et nous sommes confiants que l'édifice gigantesque de rêves et de mensonges édifiés après la défaite de la vague révolutionnaire internationale du premier après-guerre commence sérieusement à s'affaiblir. Lorsqu'il se sera effondré sous les chocs que lui inflige quotidiennement le cours convulsif de l'économie mondiale, c'est alors que face à la **réalité intangible** du capitalisme, retentira à nouveau le vieux cri de guerre du Manifeste Communiste:

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Puissent les classes dirigeantes trembler à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Le calvaire des sans-logis

(Suite de la page 1)

tion du nombre des sans-abris n'est pas propre à la France. Dans l'opulente Allemagne touchée elle aussi par la crise il y a également eu des morts de froids et le nombre de sans-logis est estimé au minimum à plusieurs dizaines de milliers. En Grande-Bretagne on parle de plusieurs centaines de milliers. Aux Etats-Unis, l'estimation des sans-logis est de 700.000 à 3 millions de personnes.

La construction de logements sociaux n'a cessé de diminuer au cours des dernières années, alors que le secteur du bâtiment était en pleine expansion: on construisait des logements de luxe et des bureaux. Résultats: il y a aujourd'hui dans chaque grande ville des milliers de m² de bureaux vides qui ne peuvent être vendus et des milliers de personnes à la recherche d'un logement. La statistique citée plus haut (tirée du «Monde» du 10-11/1/93) chiffrait à 2.248.000 le nombre des «mal logés» en 1990, c'est-à-dire outre les sans abri, les personnes vivant dans des «logements de substitution» (470.000), des «habitations mobiles» (147.000) et des «logements hors-normes» (1.429.000), soit au total 4% de la population.

Pour la seule région parisienne, il y avait globalement de 300.000 à 400.000 demandes de logement social alors que les logements à bas prix de location (loi de 1948 réglementant les loyers) sont en disparition rapide et que la construction de logements sociaux est en diminution constante (en 1990 on construisait 100.000 logements sociaux de moins qu'en 1980). Selon le quotidien «Libération» (du 5/1/93), en 1954 à l'époque où l'Abbé Pierre a commencé à faire parler de lui, il n'y avait pas assez de logements construits, alors qu'«aujourd'hui les logements existent. Mais quels logements? Là encore les années 80 ont frappé. En favorisant les investissements financiers au détriment des investissements immobiliers les gouvernements successifs n'ont guère poussé le logement social. La spéculation a fait le reste [En réalité les gouvernements n'ont pas été aussi défavorables aux investissements immobiliers que ne le dit le journaliste: demandez à Bouygues et autres Pellerin (promoteur du quartier de la Défense à Paris, aujourd'hui sous les verrous, après avoir été protégé par plusieurs gouvernements); mais dans l'immobilier comme ailleurs, c'est la **rentabilité** qui commande, NdlR]. Le logement ancien, qui de tout temps abritait les plus démunis est devenu aussi inabordable que le neuf (...). Les villes ont non seulement rasé les quartiers insalubres, mais elles en ont profité pour évacuer ceux qui étaient «malvus» [lire: ceux qui ne pouvaient payer les nouveaux loyers, NdlR]. Et voilà les

pauvres évacués du centre, parfois même de la proche banlieue. Dans les HLM? (...) L'heure est désormais à la rigueur. Il faut économiser les deniers publics, éviter donc les mauvais payeurs. Les services publics imitent alors les promoteurs privés. Et alors qu'aucune loi ne les y autorise, les offices HLM réclament à présent un plancher de ressources à leurs locataires. Quatre fois le loyer, de quoi décourager les plus pauvres».

Cette situation ainsi décrite, et dont les SDF actuels font les frais, date-t-elle vraiment des années quatre-vingt, et est-elle due à des questions de «standing» et d'«image» des municipalités ou d'autres causes comme l'éclatement du «cocon familial» ou la disparition de la «culture populaire», comme l'écrit le journaliste?

Ouvrons une vieille brochure, «La question du logement», écrite par un certain Engels il y a plus de cent ans, en 1872 précisément:

«L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout dans ceux situés au centre, une valeur artificielle, croissant parfois dans d'énormes proportions; les constructions qui y sont édifiées, au lieu de rehausser cette valeur, l'abaissent plutôt parce qu'elles ne correspondent plus aux conditions nouvelles; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers (...). On les démolit et à leur place, on construit des boutiques, des grands magasins, des bâtiments publics (...) Il en résulte que les travailleurs sont refoulés du centre des villes vers la périphérie, que les logements ouvriers, et d'une façon générale les petits appartements deviennent rares et chers et que souvent même ils sont introuvables; car dans ces conditions, l'industrie du bâtiment, pour qui les appartements à loyer élevé offrent à la spéculation un champ beaucoup plus vaste, ne construira qu'exceptionnellement des logements ouvriers». Analyse de 1872 ou de 1993 ?

Engels critiquait aussi le mythe selon lequel l'Etat peut résoudre la question en écrivant: «L'Etat n'est rien d'autre que le pouvoir total organisé des classes possédantes, les propriétaires fonciers et les capitalistes en face des classes exploitées, des paysans et des ouvriers. Ce que les capitalistes pris isolément ne veulent pas, leur Etat ne le veut pas non plus (...). Tout au plus l'Etat veillera-t-il à ce qu'on applique partout uniformément le palliatif superficiel qui est devenu usuel».

Certes pendant la période d'expansion économique quasi-continue connue par les

(Suite en page 5)

Comment les bourgeois veulent résoudre le problème des SDF

Chaque hiver les différents gouvernements prennent spectaculairement des mesures d'urgence en réaction aux morts de sans-logis et ils assurent qu'ils vont préparer pour l'année suivante des mesures pour éviter le renouvellement de ces drames. Et régulièrement l'année suivante il est facile de constater qu'aucune mesure, aucun de ces misérables **palliatifs** n'a été préparé.

Les bourgeois ne manquent cependant pas d'idées. Deux architectes, dont l'un est bien placé puisqu'il est membre du «Haut comité pour le logement des personnes défavorisées» (machin dont des centaines de milliers de sans-logis peuvent constater la redoutable efficacité), ont présenté un projet qui a été favorablement accueilli par les médias. Il s'agit de la construction de «Balises de survie» pour les SDF qui comprendraient douches, boîtes aux lettres et cuisines, mais ni cuisines ni logements (on n'est pas membre du Haut comité, etc. pour rien). Chaque «balise» serait construite sur des terrains sans valeur foncière et coûterait 150.000 francs (ce qui fait tout de même cher

la boîte aux lettres); plusieurs dizaines seraient construites à raison d'une par arrondissement dans les grandes villes. L'opération serait «rentabilisée» par des panneaux publicitaires. Nos architectes assurent que des industriels seraient déjà intéressés par un tel marché dont il reste cependant à trouver le financement. Mais faire du fric sur le dos des miséreux, n'est-ce pas une activité où excelle notre économie de marché? C'est donc avec une pleine confiance qu'un concours a été ouvert pour réaliser les plans de ces balises.

Faire du fric avec les miséreux est une bonne chose, mais il faut aussi s'en protéger. C'est pénétrée de ce souci que la Commission des lois de l'Assemblée nationale avait donné son feu vert à un projet de loi déposé par le RPR sur la question des «squatts», l'occupation des logements vides par les sans-logis. Ce projet voulait faire de cette occupation un délit inscrit dans la loi, punissable d'une peine de 6 mois de prison et d'une amende de 50.000 F. Il prévoyait aussi que puissent être punis les personnes ou les

associations qui aident les squatters (3 ans de prison, 300.000 F. d'amende). Le dépositaire du projet de loi le justifiait par des arguments racistes selon lesquels des listes de squatts circulaient en Afrique et les squatters étaient des immigrés clandestins et des drogués...

La Commission des lois avait planché pour que l'abbé Pierre et son association ne tombe pas sous le coup de la loi: cela fait toujours mauvais effet d'emprisonner un prêtre chéri des médias, même si c'est un emmerdeur. Hélas! Le hasard a voulu que cette loi aurait dû être discutée au moment où le gouvernement prétendait se mobiliser en faveur des sans-abris. Pour éviter le scandale, le projet a donc été retiré et sa responsabilité a été attribuée à une initiative personnelle... Ces deux faits ne sont pas du tout anecdotiques. Ils illustrent la façon dont les bourgeois réagissent au problème des sans-logis, comme à tous les problèmes du prolétariat: y trouver matière à réaliser un **profit** tout en s'appuyant sur la répression pour défendre la **propriété privée**.

Disons encore un mot d'une initiative qui s'est développée, la création de journaux destinés à être vendus par les SDF, à un tel point que les titres se multiplient comme des champignons: pas de crise de la presse dans ce créneau! En général ces journaux sont vendus 10 F, facturés 3 F, le vendeur gardant tout ou partie de la recette. Le succès indéniable de cette opération montre ce qui pourrait être possible si, au lieu d'être organisée par la bourgeoisie, ce genre d'initiatives pouvait être l'oeuvre d'un mouvement prolétarien. La vente de journaux serait alors le support d'au moins un début d'organisation classiste des prolétaires ou sous-prolétaires de ce milieu et elle deviendrait le moyen de rechercher non la compassion et la charité, mais la solidarité active des travailleurs. Mais il est sûr que les conditions effroyables de vie des SDF constituent des obstacles à peu près infranchissables à la naissance sui generis de regroupements combatifs dans ce milieu et qu'il reviendra au mouvement prolétarien reconstitué de mener cette tâche difficile.

La grève à Air France et le spectre de mai 68

(Suite de la page 1)

certaines de ces modalités étaient accueillies dans les assemblées générales de grévistes par la revendication du retrait pur et simple de ce plan, après s'être rendu compte que la campagne d'opinion contre la grève n'avait aucun résultat, il a capitulé sur toute la ligne devant la généralisation du conflit aux aéroports de province et les risques d'extension à d'autres secteurs: retrait pur et simple du fameux plan peaufiné depuis des mois, démission du patron, et, dans la foulée, abandon de mesures du même type à Air Inter. Cela n'a même pas suffi à faire arrêter immédiatement le mouvement, en raison de la méfiance plus que légitime des travailleurs devant les déclarations gouvernementales et patronales, et de la conscience du rapport des forces favorable qu'ils avaient réussi à constituer par leur grève. La grève a été prolongée jusqu'à la journée d'action prévue depuis longtemps par le savant saucissonnage des luttes qu'organisent les syndicats, puis s'est maintenue encore quelques jours, comme si les grévistes attendaient de voir si un éventuel mouvement général de grève ne se mettait pas en branle.

L'extension n'a pas eu lieu car il n'existait pas de force organisée pour la déclencher. Mais la démonstration est faite cependant aux yeux de tous qu'une lutte, pourvu qu'elle soit radicale, massive, qu'elle n'hésite pas à l'emploi de méthodes d'action directes et qu'elle sache éviter le piège des compromis et de «l'esprit de responsabilité pour sauver l'entreprise», peut être victorieuse. Et c'est là la contribution la plus précieuse qu'ont faite les grévistes d'Air France en faveur de la reprise des luttes ouvrières.

Pareille démonstration est d'autant plus importante que le gouvernement jouait là une partie de sa crédibilité, non seulement auprès des travailleurs français, mais aussi auprès des centres capitalistes et financiers y compris internationaux. La presse bourgeoise a l'étranger s'est posée des questions sur la fiabilité d'un gouvernement qui recule devant les travailleurs et sur la valeur des engagements qu'il pourrait prendre dans des négociations internationales comme celles de la fusion Renault - Volvo ou celles du GATT. Les grévistes d'Air France, eux, scandaient «Le GATT on s'en fout!»,

«Les paysans, on s'en fout!» lorsque la CGT voulait qu'ils attendent une délégation de la Coordination Rurale venue apporter des victuailles et chercher un appui dans une lutte qui n'était pas celle de leur classe.

Les autorités gouvernementales n'ont pas caché qu'elles cédaient devant le risque d'une extension du conflit et plus généralement du déclenchement d'une explosion sociale. Le spectre d'une grève générale à la mai-juin 68 a été évoqué par le ministre Bosson lui-même. Les craintes gouvernementales (certains journaux ont parlé de «panique») ne datent pas du conflit d'Air France. On a ainsi appris que les services ministériels avaient poussé un soupir de soulagement devant l'absence de réactions aux attaques contre les retraites; quelques semaines plus tard elles ont constaté le succès des quelques mouvements organisés cet automne par les syndicats pour relâcher la pression croissante parmi les travailleurs. Dans les PTT le nombre des grévistes a été, selon la Direction elle-même, supérieur à ce qu'il était en 68. Le ministre Longuet a jugé qu'il était plus prudent de retirer un plan de privatisation des télécoms qui aurait pu mettre le feu aux poudres. Les violentes réactions des travailleurs de Chausson ont conduit au gel des 2.000 licenciements prévus, ce qui est déjà un premier recul, même s'il n'est que provisoire. Même en ce qui concerne les étudiants et lycéens, le gouvernement a pris le plus grand soin à éviter les affrontements et à désamorcer le mouvement naissant.

Certains «experts» en paix sociale ont beau expliquer doctement qu'étant donné l'apathie régnant dans le secteur privé, étant donné le taux de chômage élevé, un mouvement de grève comme en mai 68 est impossible, le danger venant davantage des «poches d'exclusion» dans les banlieues que du monde de l'entreprise où chacun est prêt à tout accepter de peur de perdre son emploi (*Le Monde*, 6/11), d'autres sont plus inquiets comme cet éditorialiste bourgeois écrivant: «En fait le pays a un besoin urgent de syndicats capables de réguler, de conjurer les réactions désespérées que le chômage fait craindre à tout moment» (*Ouest-France*, 13/10). Il y a bien longtemps que le chantage à l'emploi est brandi

par les patrons pour faire tenir tranquilles leurs employés. Mais il n'est pas sûr du tout que ce chantage gardera encore longtemps son efficacité et le gouvernement, toujours selon *Le Monde* du même jour donne l'impression de «danser sur un volcan en espérant que celui-ci ne se réveillera pas»

Contrairement à ce que prétendent ceux qui crient depuis des années au danger fasciste, la bourgeoisie aujourd'hui n'a ni besoin ni intérêt à des solutions de force dont la seule conséquence serait de réveiller l'antagonisme ouvert et violent entre les classes, et donc la lutte prolétarienne classiste. Depuis des années la bourgeoisie grignote inexorablement mais petit à petit tous les gains concédés autrefois à la classe ouvrière pour assurer la collaboration des classes. La méthode démocratique et tout particulièrement les bons et loyaux services des organisations réformistes lui ont permis des succès importants sans que soient ébranlés le consensus et la paix sociale. Le gouvernement Balladur continue donc dans cette voie prudente car les difficultés économiques du capitalisme français, confronté comme ses concurrents à une grave crise économique internationale, ne sont pas graves au point de le contraindre à forcer le pas quels que soient les risques sur le plan social. Ironie de l'histoire c'est un député «socialiste» qui a reproché sa «reculade» au ministre des transports!

Dans sa besogne, le gouvernement peut compter avant tout sur l'aide des appareils syndicaux. Ceux-ci craignent comme la peste le déclenchement de mouvements qu'ils ne pourraient contrôler et qui constitueraient alors un risque pour l'ordre établi à qui ils se sont vendus. Eux aussi ont tiré les leçons de mai-juin 68, c'est-à-dire d'une grève générale qu'ils n'ont pas vu venir, qui les a contraint à toute une gymnastique pour en garder le contrôle et surtout à des efforts épuisants pendant les années qui ont suivi pour contenir tout débordement prolétarien. Ils savent mieux que personne que leurs forces sont aujourd'hui bien plus faibles et donc leurs capacités à réguler et conjurer des luttes violentes bien moins assurées. C'est pourquoi, alors que le gouvernement louvoie et recule devant une colère des travailleurs qui s'accumule de plus en plus, ils ont soudainement abandonné les discours combatifs et les poses radicales d'il y a peu: la situation devient trop incertaine et eux-mêmes sont trop affaiblis pour prendre le risque de déclencher par mégarde un mouvement qui se révélerait trop puissant. A Air France la bourgeoisie a

constaté aussi la faiblesse des syndicats contraints de suivre la base et incapable de l'empêcher de commettre certains débordements.

Cette «absence» déplorée par les bourgeois d'encadrement des travailleurs par les appareils de collaboration des classes ne doit pas être surestimée. En ne s'opposant pas frontalement aux grévistes, mais en les accompagnant plus loin qu'elle ne l'aurait souhaité, les structures collaborationnistes ont gardé quand même le monopole de l'organisation et de la liaison entre les travailleurs. Elles ont pu empêcher que soit organisées des actions pour bloquer le fonctionnement des aéroports de substitution et surtout elles collaborent maintenant avec la direction qui va essayer de les réhabiliter tout en s'en servant pour préparer de nouvelles attaques contre les travailleurs.

A Chausson ces structures ont pu se conserver un certain prestige en organisant des actions «de commando», bon prétexte pour que leur organisation devienne restreinte, elles soient décidées derrière le dos des travailleurs qui sont réduits à servir de masse de manoeuvre: résultat les syndicats n'organisent pas des actions en direction d'autres usines pour chercher la solidarité de leurs frères de classe, mais décident de bloquer les trains et les travailleurs qui rentrent chez eux, «pour qu'on parle du conflit!» L'action est orientée en direction de l'opinion publique bourgeoise, pas en direction des travailleurs...

C'est là la grande faiblesse du mouvement prolétarien à l'époque actuelle, qui fait que même dans un nouveau mai 68 la bourgeoisie aurait toutes les chances de retourner la situation à son avantage: jusqu'ici les travailleurs n'ont pu se doter d'une **organisation** qui leur soit propre pour mener le combat social, sur le plan des revendications économiques comme sur le pan plus élevé de la lutte politique. Ce qui fait qu'ils sont condamnés à laisser les hiérarchies syndicales décider finalement de l'issue d'une lutte à la table des négociations, et la bourgeoisie avoir l'initiative dans la lutte des classes.

La détermination et la spontanéité prolétariennes sont indispensables; mais si elles ne sont pas complétées, encadrées et dirigées par l'organisation de classe, elles ne peuvent que se dépenser sans résultats efficaces et durables. Voilà une grande leçon des grèves de mai-juin 68 et des 25 ans écoulés depuis, que les prolétaires devront absolument assimiler pour que le cycle de luttes qui s'annonce soit aussi un renouveau dans la lutte séculaire pour leur émancipation.

Rivalités inter-impérialistes en Afrique (2)

Depuis la parution de la première partie de cet article l'actualité a confirmé ce que nous avons écrit. A l'occasion d'un sommet franco-africain des articles de presse ont révélé qu'un accord était conclu entre la France et les organisations économiques internationales sur une forte dévaluation du franc CFA au début de l'année prochaine. Ces informations ont été démenties par les autorités, mais chacun sait qu'une dévaluation ne doit jamais être annoncée à l'avance. Ces rumeurs sont renforcées par les déclarations des gouvernants français sur la nécessité des Etats africains de la zone de s'entendre avec le FMI et la Banque Mondiale (organisations qui prônent depuis longtemps la disparition de la zone franc au moins la dévaluation du CFA), Paris refusant de renflouer plus longtemps les caisses de ces Etats. D'un autre côté les entreprises françaises opérant dans la zone ont manifesté leur hostilité à la dévaluation, tout en indiquant que l'incertitude actuelle sur la question est encore pire qu'une dévaluation qui paraît de plus en plus inéluctable. Il ne faudrait pourtant pas conclure trop vite des déclarations sur une redéfinition des relations avec ces pays et sur un appel à la coopération avec les partenaires européens que le capitalisme français abandonne ses chasses gardées africaines. Bien au contraire l'impérialisme tricolore n'entend pas lâcher prise, comme le montre s'il en était besoin l'affirmation par Léotard, ministre de la Défense, que la permanence de la présence française en Afrique devait rester à l'avenir un des «domaines d'intervention» constants des forces armées...

LA MASCARADE DES «DEMOCRATISATIONS»

Les affrontements économiques dont nous avons parlé dans la première partie de cet article ne sont donc que de sordides querelles entre brigands impérialistes, quelles dans lesquelles les prolétaires n'ont pas à prendre partie pour l'un ou l'autre camp. Mais il faut tout particulièrement combattre la croyance que la victoire de «notre» bourgeoisie, de «notre» impérialisme serait préférable ou un moindre mal; peut-être parce que les impérialistes français seraient moins rapaces ou plus «démocratiques» que les autres. Seuls de misérables canailles peuvent soutenir cette contre-vérité démentie chaque jour dans les pays qui ont le malheur d'être dans l'orbite tricolore. Les prétendues «démocratisations» lancées par le gouvernement français ne sont en réalité qu'un instrument de l'impérialisme et des bourgeoisies locales pour parer aux mouvements de colère des masses exploitées et pour consolider la domination capitaliste. Dans bien des cas ces «démocratisations» ne sont rien d'autre que des farces sinistres, et les deux élections présidentielles qui ont eu lieu cet été en sont la démonstration.

LA CENTRAFRIQUE

La République Centrafricaine, pays stratégique où stationnent en permanence des effectifs militaires français prêts à intervenir dans les pays voisins, est en proie depuis de nombreux mois à des difficultés économiques telles que la France à plusieurs reprises a dû assurer les besoins de trésorerie de l'Etat, et à un malaise social grandissant, marqué par des grèves à répétition des fonctionnaires et des manifestations d'hostilité envers les soldats français. Depuis que Paris avait procédé au rappel du véritable «homme fort» du pays, le fameux Manton, colonel dans les services secrets (1), le départ du gouvernement Kolingba dont il était l'éminence grise était acquis; les élections présidentielles organisées avec l'aide française dont l'es-

sentiel était officiellement destiné à l'armée, à la police et aux journalistes (!) n'avaient pour but que de donner l'impression à la population que les institutions démocratiques de l'Etat lui permettaient de s'exprimer et de chasser un gouvernement haï. Kolingba a bien essayé d'annuler les élections après ses résultats catastrophiques du premier tour, mais il a suffi d'un froncement de sourcil de Paris pour qu'il cesse sa rébellion. Quelle que soit la composition du nouveau gouvernement, non seulement il continuera à défendre les intérêts de l'impérialisme français, mais il pourra encore profiter de sa popularité pour s'attaquer aux travailleurs avec plus de force que ne pouvait le faire le régime à bout de souffle de Kolingba.

La preuve? Le nouveau président a entamé le 11 novembre des négociations avec les syndicats de fonctionnaires pour mettre fin à la grève des 19.000 agents de la fonction publique qui dure depuis le mois d'avril pour le paiement des arriérés de salaire (jusqu'à un an d'arriérés dans certains cas). L'accord conclu entre le gouvernement et les syndicats pour la cessation de la grève est le paiement d'un mois d'arriérés. Des négociations auront lieu pour le reste: les travailleurs sont peut-être suffisamment riches pour en faire cadeau à l'Etat bourgeois... Mais il semble que la reprise du travail se fasse difficilement, les travailleurs attendant de voir si le gouvernement tient ses promesses.

TOGO

Au Togo, la France qui est accourue à plusieurs reprises ces dernières années pour soutenir militairement le régime d'Eyadéma, n'a jamais rien fait pour l'empêcher de massacrer ses opposants (et pour cause: Eyadéma, ancien sergent de l'armée coloniale, est venu au pouvoir précisément parce qu'il avait rendu à la France le service d'assassiner le premier président togolais trop indocile). Les 70 militaires et les nombreux «observateurs» envoyés par Paris ont assuré de la régularité de la ré-élection triomphale du candidat unique Eyadéma (96,5% des voix, mais un tiers de votants), alors que la délégation d'observateurs américains (dirigée par l'ancien président Carter) et allemands (le Togo est une ancienne colonie allemande) dénonçait cette élection comme une farce (2). L'impérialisme français a probablement maintenu en selle ce régime à base ethnique en dépit de son isolement parce qu'il n'avait aucune confiance dans la possibilité des politiciens de l'opposition à maintenir l'ordre et à contenir les «débordements» de la population et des jeunes qui n'ont pas hésité à affronter dans les rues de Lomé les tueurs d'Eyadéma. La terreur ouverte a permis d'empêcher le renouvellement des émeutes; elle n'a pu mettre fin à une grève générale larvée qui paralyse depuis plusieurs mois l'activité économique. Aussi le gouvernement français va-t-il essayer de convaincre les politiciens de l'opposition de participer à des élections législatives qui déboucheraient sur un gouvernement d'union nationale. Mais il sera plus difficile de convaincre les masses...

* * * *

Dans les métropoles le social-impérialisme appelle à soutenir «notre» impérialisme contre les autres sous le prétexte que la richesse accrue de la bourgeoisie l'inciterait à être plus large envers ses prolétaires: cette idée revient à faire des prolétaires les profiteurs du pillage et de l'exploitation des prolétaires et des paysans des pays dominés. Sous une forme ou sous une autre elle est répandue par tous les complices réformistes du capitalisme, notamment par l'aristocratie ouvrière - entretenue par les miettes que lui accorde la bourgeoisie en

échange de sa défense de l'ordre établi - imbue d'un sentiment de supériorité chauvine et raciste.

Mais les faits montrent à l'inverse que pour la masse prolétarienne y compris dans les métropoles, la détérioration des conditions de vie et l'aggravation de l'exploitation sont la conséquence de la soumission aux rivalités croissantes entre impérialistes. L'adhésion aux objectifs et aux intérêts bourgeois, loin d'être une façon habile de se protéger de la rapacité du capitalisme en la détournant sur d'autres, est au contraire la meilleure façon d'indiquer aux capitalistes qu'ils ne rencontreront aucun obstacle dans l'extorsion accrue de plus-value qui est leur raison d'être. C'est au contraire le refus total de prendre en compte les intérêts capitalistes qui est la condition pour faire reculer la bourgeoisie et son Etat, par la lutte ouverte la plus large possible.

Il revient aux révolutionnaires communistes de démontrer que la résistance multiforme contre cette exploitation et cette oppression accrues implique nécessairement le rassemblement dans un front de lutte unique par dessus les frontières de tous les prolétaires; et donc que la solidarité envers les populations opprimées et exploitées par «notre» bourgeoisie et «notre» Etat, la lutte résolue contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le chauvinisme, est un besoin vital de la lutte ouvrière: car c'est la condition dès aujourd'hui pour surmonter les divisions au sein du prolétariat

et pour constituer la force internationale qui demain, entraînant derrière elle les masses opprimées des pays dominés, sera capable de lutter contre les affrontements et les guerres impérialistes et de transformer les crises économiques en crise révolutionnaire et en victoire du prolétariat sur le capitalisme mondial.

(1) Un hebdomadaire londonien affirme qu'une des raisons principales du limogeage subit du chef des services secrets français (DGSE) a été le mauvais fonctionnement de ces services en Centrafrique, en particulier l'incapacité à prévoir une tentative de coup d'Etat en Mai. cf «West Africa» n°3955, 12-18/7/93. L'origine de la mutinerie de la Garde Présidentielle, dont Manton avait la charge, serait en fait à rechercher dans une guerre fratricide entre différents acteurs et différents services français (cf «Libération», 8/6/93): il est vrai que la chasse gardée centrafricaine a toujours été particulièrement giboyeuse, voir Giscard....

(2) Parmi ces «observateurs» venus soutenir Eyadéma et l'éternelle amitié franco-togolaise, il y avait une délégation de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme qui a accusé Jimmy Carter d'«ingérence et de partialité». Nos défenseurs des droits de l'homme ont été beaucoup moins émus par le massacre d'une quinzaine de jeunes arrêtés le jour de l'élection en représailles d'actions de boycott des urnes.

LA FRANCE, TERRE D'ASILE

La loi Pasqua restreignant le droit d'asile a donc pu être votée après la réforme constitutionnelle votée en grandes pompes par les deux assemblées réunies. Cette grotesque mascarade parlementaire a suscité comme il se doit l'indignation des belles âmes démocratiques de gauche, certains allant même jusqu'à citer la constitution de 1793 comme l'exemple qui devrait être suivi, en «oubliant» que si cette constitution très démocratique était très libérale envers les étrangers, elle privait de tout droit la moitié de la population, à savoir les femmes!

Nous combattons bien évidemment pour l'ouverture des frontières, contre toutes les mesures xénophobes et tout particulièrement contre le contrôle de l'immigration; mais il faut rappeler que tout cela ne date pas de Pasqua et que celui-ci ne fait en réalité que transcrire dans la loi ce qui se passait déjà depuis pas mal de temps dans la réalité. La fermeture des frontières aux réfugiés était déjà contenue dans la phrase du premier ministre socialiste Rocard: «La France ne peut accueillir toute la misère du monde» et appliquée par les gouvernements suivants, de Cresson avec ses fameux charters pour les immigrés à Bérégovoy refusant d'accueillir le moindre réfugié yougoslave dont les souffrances étaient pourtant complaisamment décrites chaque soir sur tous les écrans de télé et sur tous les murs de nos villes. Dans ce dernier cas la propagande bourgeoise - entonnée y compris par des pseudo-révolutionnaires - utilisait les réfugiés pour donner corps à une campagne anti-serbe au nom de l'horreur de la purification ethnique qui découlerait directement du nazisme, en «oubliant» que toute la carte de l'Europe est le résultat d'une gigantesque purification ethnique qui a eu lieu après la défaite des nazis et qui a vu le déplacement forcé de millions de personnes et qui a été réalisée par les vainqueurs anti-fascistes...

Nos démocrates qui voudraient tant faire oublier les responsabilités de la gauche

ont trouvé une nouvelle occasion en dénonçant le scandale des conditions inhumaines dans lesquelles sont internés les étrangers en situation irrégulière, dans le sous-sol des locaux du Palais de justice de Paris. Et il est vrai que c'est tout un symbole que de se rendre compte que ces fameux droits de l'homme tant vantés et dont la France serait la patrie, sont bafoués dans l'enceinte même de l'institution qui serait théoriquement chargée de les défendre! Quelle meilleure illustration peut-il y avoir que cette Justice est une justice de classe, au service exclusif des intérêts de la bourgeoisie pour lesquels elle n'hésite pas un seul instant à s'asseoir littéralement sur ses grands principes? Et que ses grands principes ne sont que de la poudre aux yeux?

Bien entendu ce n'est pas cette conclusion-là qu'ont tirée les journaux et les télé qui ont diffusé des reportages à ce sujet; ils ont plutôt parlé d'une anomalie, d'un scandale, bref d'une exception monstrueuse à réparer au plus vite. Mais il a été possible d'apprendre incidemment que cette anomalie ne date pas d'hier. Déjà en 1991 un Comité européen contre la torture et les traitements inhumains (sic!) avait stigmatisé ce centre de rétention «en raison des graves déficiences constatées en matière d'hygiène et de salubrité» et le gouvernement socialiste d'alors avait promis d'y mettre fin - sans tenir sa promesse, car il avait autre chose à faire qu'à se soucier du sort de travailleurs immigrés. Mais il y a plus; ce centre existe de façon discrète depuis 1981: c'est une création du gouvernement PCF-PS en conséquence d'une loi du 29/10/81 qui autorise la détention sans jugement pendant 7 jours d'étrangers en situation irrégulière avant leur expulsion. Cette loi non seulement régularisait l'existence des centres de détention clandestins institués sous le septennat de Giscard et contre lesquels les partis de gauche appelaient parfois à manifester (cas de la fameuse prison clandestine d'Arenc à Marseille), mais elle généralisait ces centres. A l'occasion du bruit fait autour de la «découverte» du centre de détention du Palais de justice parisien, un

LA FRANCE, TERRE D'ASILE

syndicat de policier a publié un communiqué pour protester contre les mauvaises conditions de travail dans le centre similaire d'Arenc. La prison d'Arenc existe donc toujours, mais en plus si les conditions de travail y sont dénoncées par les policiers, on n'ose imaginer quelles sont les conditions de détention des étrangers! Malheureusement les équipes de télévision n'ont pas eu l'idée d'aller faire un tour du côté d'Arenc...

Partis réformistes («partis ouvriers bourgeois» selon les bolchéviks) et partis bourgeois classiques sont autant responsables les uns que les autres des conditions de détention infligées aux sans-papiers parce qu'ils suivent la même politique **raciste et anti-ouvrière**, la même politique qui consiste à diviser la classe ouvrière par l'opposition entre travailleurs français et étrangers et qui soumet la fraction immigrée de la classe à un véritable état d'exception en la privant des droits politiques et sociaux dont jouissent ses camarades français, en lui infligeant des tracasseries policières et administratives permanentes, en l'environnant de tout un climat de suspicion et d'hostilité.

Il n'est pas possible de remédier à cette situation générale et à ses conséquences particulières par des recours à la justice bourgeoise comme veulent le faire les démocrates humanistes du GISTI (qui sont à l'origine de l'affaire), ni en organisant des campagnes d'opinion avec les organisations de gauche comme le font sans résultat depuis une décennie les organisations anti-racistes, ni en focalisant l'attention sur un Le Pen comme le font tous ceux qui rêvent d'une diversion pour faire oublier leurs propres responsabilités et leurs actions passées.

C'est la lutte prolétarienne ouverte et décidée qui pourra seule ouvrir les prisons, détruire les bagnes capitalistes et faire disparaître les frontières. Ce n'est qu'en s'engageant dans cette voie, celle de la solidarité et de l'union par delà les divisions de race et de nationalité qui tourne le dos à toutes les impasses du juridisme, du légalisme et du démocratisme, qu'il deviendra possible de remporter même des victoires partielles et de faciliter ainsi la lutte finale.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne

POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

A propos d'un «Appel pour l'abolition du chômage»

A l'initiative de la revue «Collectif» (où se retrouvent entre autres des militants de la LCR), un «Appel» a été lancé sous le titre «**Agir ensemble pour l'abolition du chômage**».

Cette dénomination n'est selon nous rien d'autre qu'un attrape-nigauds pour une initiative, reprise par bon nombre de groupes politiques et de regroupements syndicaux, qui n'est pas seulement démagogique mais constitue une véritable **diversion** au besoin d'une lutte réelle d'ampleur contre les licenciements et en faveur des chômeurs. C'est ce que démontre une lecture un tant soi peu attentive de ce texte.

Pour le constater, il suffit d'examiner les différences entre le projet initial de cet appel et sa mouture définitive car on peut y lire avec encore plus de netteté les intentions de ses auteurs. Outre quelques modifications mineures dans l'agencement des paragraphes, il y a en effet des différences qui révèlent quels sont les points jugés les plus importants par les signataires (1).

C'est ainsi que quelques phrases ont été supprimées: «*Le droit à l'emploi inscrit dans la Constitution est bafoué tous les jours*»; «*il ne peut en aucun cas s'agir de partager les seuls [sic!] revenus salariaux, encore moins les revenus les plus faibles. Tous les revenus sont concernés et en priorité ceux du capital, de la spéculation financière ou les rentes en tous genres*»; «*Il faut réduire massivement la durée du travail en commençant par les 35 heures. Ce n'est pas une simple recette: il s'agit d'un projet social fort [re-sic!], contre toute exclusivité*»; «*Pour l'application du droit du travail pour une formation initiale et continue de qualité*».

Les suppressions de la référence à la Constitution de l'Etat bourgeois, de l'admission implicite du «partage» des revenus salariaux, y compris les plus faibles (c'est-à-dire leur **réduction**, même si ce n'est pas de façon «prioritaire»), de la chimère de la formation ou du jargon rocardien, n'ont pas été réalisées sous l'impulsion d'une quelconque radicalisation du texte, bien au contraire.

En effet la version définitive se fixe ouvertement l'objectif d'obtenir une loi instituant les 35 heures: il eût dans ces conditions été délicat de rappeler que la «Loi fondamentale» de l'Etat sur le droit à l'emploi est bafouée tous les jours... Le partage de «tous les revenus et en priorité ceux du capital, etc.» pour financer le «*coût du chômage*» (qui parlera jamais, non de financer, mais de supprimer le «coût du capitalisme», payé par les prolétaires) a été remplacé par une série de propositions aussi terriblement audacieuses que la «*mise à contribution des revenus de la spéculation...*», «*une utilisation plus juste et plus efficace [?] des prélèvements sociaux et fiscaux*», «*une redistribution plus juste des richesses produites entre la rémunération du travail et celle du capital*» etc., propositions toutes droit tirées du premier catalogue de promesses électorales venu...

D'ailleurs pour ne pas être pris pour de dangereuses têtes brûlées, nos signataires expliquent aussitôt que ces propositions sont destinées à «*animer un large débat public: toutes les propositions doivent se confronter, celles qui proposent les moyens de ne pas diminuer le pouvoir d'achat des salariés comme celles qui pensent nécessaire une réduction des hauts salaires ou toute autre proposition fiscale ou redistributive*». Comme ces braves gens ont du être réjouis par les débats parlementaires qui viennent de se dérouler, débats larges au point d'y voir la droite mettre les 32 heures en avant: au fait, le RPR est-il signataire de l'Appel?

Mais comme parmi les auteurs de cet

appel il doit se trouver quelques anciens soixante-huitards qui se rappellent encore de vieux slogans sur la lutte ouvrière, le texte fait une vague, très vague allusion à ce thème; il le fait de la façon suivante:

«*La mobilisation des salariés et des chômeurs pour la semaine de 35 heures (vers les 30 heures) est une condition essentielle pour que... le débat soit le plus large possible*». Ce n'est qu'un début, continuons le débat!

Tout est dit. Ayant ainsi attribué à la lutte prolétarienne - ou plutôt, nous sommes entre gens convenables, à la mobilisation des salariés et des chômeurs - une fonction strictement inoffensive, le texte peut bien se payer le luxe de rajouter un point oublié dans la première version: «*Renforcer la solidarité entre salariés et chômeurs*»; personne ne sera surpris s'il ne s'agit pas le moins du monde d'une solidarité de lutte, mais d'une solidarité à la sauce bourgeoise et réformiste (2)

Tout ce texte est en fait inspiré par ce qui revient comme un leit-motiv, à savoir les dangers causés par la situation actuelle sur l'équilibre social: «*La répartition actuelle du temps de travail et des revenus (...) est porteuse d'exclusion, d'atteinte à l'équilibre de la société et à la démocratie elle-même*», car «*le travail reste, encore aujourd'hui, un lien social extrêmement fort: le chômage est la principale forme d'exclusion*».

Pour nos petits bourgeois effrayés, il faut que les prolétaires soient **liés** le plus **fortement** possible à cette société si on ne veut pas que la masse grandissante des exclus ne réussisse un jour à rompre l'équilibre et à foutre en l'air la démocratie, c'est-à-dire la société bourgeoise. Et quel lien est plus solide que celui imposé par la discipline capitaliste dans les bagnes industriels?

Tout ce texte est écrit pour faire diversion à toute idée de **lutte** contre les causes du chômage, toute idée de lutte contre le système capitaliste; c'est pourquoi il s'efforce pathétiquement de relancer les éternels poncifs du réformisme bourgeois: «*Il s'agit de créer des emplois et de transformer les emplois (...) sans licencier. Ces objectifs sont à la portée d'un pays développé comme le notre. Ils peuvent donner une impulsion à une Europe sociale*». Nature du mode de production existant, division en classes sociales, connais pas! Tout ce que les auteurs du texte savent c'est que «notre» pays est suffisamment «développé» pour éviter les licenciements, sans doute naturels chez les «sous-développés»...

Le texte original se terminait par l'énonciation de deux objectifs: «*Rassembler pour les 35 heures*» au moyen d'un «*mouvement de grande ampleur*». Cet objectif-là est devenu dans la nouvelle version comme nous l'avons vu le vote d'une loi. Et si l'allusion à un «mouvement» n'est pas supprimée, il est rajouté afin que rien ne puisse évoquer un mouvement de lutte: «*C'est l'action collective qui permettra de définir les voies d'un nouvel équilibre*». Qui pourrait s'effrayer d'un si sage objectif?

Mais c'est le second objectif, «*Débattre ensemble*» qui a, comme on s'en serait douté, le plus inspiré les rédacteurs puisque c'est celui qui s'est le plus développé d'une version à l'autre de l'Appel; citons en vrac quelques têtes de paragraphe: «*Comment repenser le système éducatif... repenser la place du travail... imaginer d'autres moyens d'insertion sociale... comment ouvrir le temps libre à des objectifs de solidarité, de connaissance, de créativité, de citoyenneté qui soient enfin socialement reconnus, etc.*»

Evidemment nos créatifs ne peuvent imaginer que les seules questions vraiment de fond dont il est nécessaire pour les tra-

vailleurs de «débattre» sont les suivantes: **comment lutter, comment s'organiser pour cela, comment combattre l'influence paralysante des réformistes, comment unifier les masses prolétariennes en France et à l'échelle internationale, bref, comment résister à l'offensive de la classe capitaliste et enfin comment se préparer à renverser le régime bourgeois.**

Et cet objectif là, s'il n'est pas facile et à brève échéance, il est bien à la portée de la classe ouvrière, non de «notre» seul pays, mais au niveau international, dès qu'elle aura appris à tourner le dos à tous les pièges et à toutes les diversions mises constamment en circulation par l'opportunisme politique et syndical, nouveau ou ancien, dans le but conscient de la maintenir perpétuellement en esclavage.

(1) Dans la première version, les signataires étaient décrits ainsi: «*des chômeurs, des salariés, des militants syndicaux ou associatifs, des intellectuels*». Il n'est pas sans intérêt de noter que dans la version définitive la catégorie «*intellectuels*» disparaît pour laisser la place à l'énumération: «*enseignants, étudiants, jeunes, paysans, travailleurs sociaux, chercheurs, retraités...*». Les auteurs du texte n'ont pas cru nécessaire d'énumérer des catégories appartenant à la classe ouvrière: signe que le public visé est plutôt de composition petite-bourgeoise.

Le calvaire des sans-logis

(Suite de la page 2)

grands capitalismes après la Deuxième guerre mondiale les mesures sociales prises par l'Etat en matière de logement, comme sur d'autres plans, pouvaient paraître démentir les analyses marxistes. Mais avec le retour des crises économiques, «l'Etat Providence» se révèle être un mirage et toutes ses mesures sociales des **palliatifs**. Au point que comme il y a 40 ans les sans-logis meurent de froid et la bourgeoisie doit ressortir l'abbé Pierre pour calmer les malheureux.

Aussi notre conclusion ne peut être que la même que celle d'Engels:

«*Aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera de la folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou toute autre question ou toute autre question sociale concernant le sort des ouvriers. La solution réside dans l'abolition du mode de production, dans l'appropriation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence*».

Conclusion qui ne doit pas être comprise comme la négation des luttes partielles de défense, de la lutte contre les expulsions au refus des augmentations des loyers et des charges, en passant par l'occupation des logements vides, sur ce terrain comme sur d'autres, mais qui doit servir à rappeler les limites inhérentes à toute lutte partielle et tout particulièrement dans la question du logement, terrain de prédilection du réformisme ou, pour reprendre encore une fois les mots d'Engels, du **socialisme petit-bourgeois**.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 6ème liste 1993

A.B.: 300,00 / Anonyme: 100,00 / Roger: 400,00 / Alain: 650,00 / Marc: 710,00 / Paris: 700,00
Total: 2860,00
Total général 1993: 12454,00

Sur le fil du temps

FAIRE INVESTIR CEUX QUI SONT NUS

(Suite de la page 1)

de la classe prolétarienne s'est dissoute dans la bigoterie de bas étage et les rances superstitions diffusées par ces journaux et ces partis. Sus à qui se permet de douter que l'action ouvrière et le socialisme consistent en leurs mots d'ordre: Démocratie! Peuple! Unité! Paix! Production! Investissement de capitaux!

HIER

Investissement... Qui c'est celui-là? En avons nous entendu parler à l'époque où les partis n'étaient pas si grands ni si puissants, où s'agit-il d'une nouveauté exclusive, du style l'existentialisme ou la samba?

On investit quand on transforme de l'argent en capital. Dans ce beau monde bourgeois que fait celui qui a trop de richesses, celui qui a accumulé tant d'argent qu'il n'arrive pas à le consommer, si grands que soit son appétit et sa capacité à engager des mammifères de luxe en payant l'usage de ces «forces de travail qui ne peuvent être intégralement employées sinon dans des prestations personnelles mercenaires, y compris infâmes»? Il investit!

Il achète des machines, il achète un établissement, il achète des matières premières, il achète des forces de travail ouvrières disponibles et productives, il vend les nouveaux produits, il réalise de nouveaux profits, il constitue un nouveau capital qu'il investira à nouveau. C'est ainsi qu'il passe de la fosse des damnés au rang des bienfaiteurs de la société et de la production nationale. Mais nous ne savions pas qu'il recevait aussi un diplôme de la confédération du travail. Dans notre simplicité d'autrefois nous étions arrivés à comprendre ceci: tu es trop riche? Alors investis. Mais aujourd'hui dans les universités d'économie dont Monsieur le Recteur est Di Vittorio on enseigne: tu es trop pauvre? Tu ne gagnes rien? Investis donc, espèce de crétin!

Nous avons déjà commencé à citer des paroles de maître Karl. Continuons à glaner son chapitre sur la transformation de la plus-value en capital. Nous n'avons pas pu aller au delà des classes élémentaires, Monsieur le Recteur:

«Nous avons vu comment la plus-value naît du capital; nous allons maintenant voir comment le capital sort de la plus-value. Si au lieu de consommer la plus-value pour la satisfaction de ses besoins, on l'investit comme capital, un nouveau capital se forme et va se joindre à l'ancien. On accumule donc en capitalisant la plus-value» (1). Investissement de plus-value comme capital ou retransformation de plus-value en capital signifie accumulation de capital. Donc investissement équivaut à accumulation.

Accumulation, accumulation, nous y voilà, toujours avec ces découvertes de Marx, alors qu'aujourd'hui nous disposons des Hautes Ecoles confédérales! Essayons timidement de nous faire pardonner par les grands pontes de l'économie divittorienne: excusez, maître, mais ce matin je me sens la voix un peu prise... Ce n'était d'ailleurs même pas une découverte de Monsieur Karl, qui cite son cordial ennemi Malthus - *Definitions in Political Economy*. London 1827 (Pouah...) - : *Accumulation du capital: emploi d'une partie du revenu comme capital... Conversion du revenu en capital.*

Investir signifie donc ajouter une capacité supplémentaire aux bourgeois d'un pays d'exploiter la classe ouvrière à la capacité qu'ils ont déjà de le faire. Dans les pages auxquelles nous nous référons Marx montre, avant les polémiques historiques sur l'accumulation et la circulation générale des capitaux, comment on passe du gain effectué dans un cycle donné de production capitaliste à l'organisation d'un cycle ultérieur élargi. De la vente de ses produits sur le

marché, le capitaliste a tiré un bénéfice, une somme supérieure à celle qu'il avait avancée en machines et en matières premières d'une part, et en salaire de l'autre. Cet excédent, la plus-value, se trouve en sa possession d'abord sous forme d'une partie des produits, puis sous forme d'argent reçu en plus. Pour en faire un nouveau capital productif, il faut pouvoir le transformer sur le marché en moyens de production: ouvriers salariaux, subsistances qui leur sont nécessaires, machines et matières premières; et il faut que le marché absorbe les nouveaux produits.

Mussolini prétendait tout avoir à l'intérieur des frontières nationales; Di Vittorio ne dispose que d'un seul élément: deux millions de chômeurs.

Les données fondamentales du grand problème qu'est le «cadre économique» capitaliste étendu sur tout le monde moderne nous suffisent ici. Tous les échanges du cycle complexe respectent les lois de l'échange entre équivalents qui régit la circulation marchande et néanmoins tout le capital s'y engendre comme travail volé.

La propagande pour l'accumulation et l'investissement est une propagande pour l'exploitation du travailleur. Pas moyen d'y échapper, de quelque faculté qu'on soit diplômé.

«Si le capital additionnel occupe son propre producteur [c'est-à-dire: emploie les ouvriers qui l'on produit-NdlR], ce dernier tout en continuant à mettre en valeur le capital primitif, doit racheter les fruits de son travail gratuit antérieur par plus de travail additionnel qu'ils n'en ont coûté. Considéré comme transaction entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, le procédé reste le même quand, moyennant le travail gratuit des ouvriers occupés, on embauche des ouvriers supplémentaires. Le nouveau capital peut aussi servir à acheter une machine destinée à jeter sur le pavé et à remplacer par un couple d'enfants, les hommes mêmes auxquels il a dû sa naissance» (2).

Marx applique ici la théorie de la plus-value pour dénoncer la supercherie de l'économie bourgeoise, selon laquelle le capitaliste accomplit une fonction sociale utile en investissant, puisque, selon l'expression vulgaire, il donne à manger à d'autres travailleurs sans emploi. «Plus le capitaliste a accumulé, plus il peut accumuler. En d'autres termes: plus il s'est déjà approprié dans le passé de travail d'autrui non payé, plus il peut en accaparer dans le présent».

Cette réfutation des théories des économistes du capital sur «l'abstinence» et sur le «fonds de salaire» peut se lire aujourd'hui comme la réfutation des plans productivistes de nos organisateurs (!) ouvriers de l'an de grâce 1950.

Smith et Ricardo voulaient faire croire que toute la part du revenu que le capitaliste «s'abstient» de consommer en personne et qu'il «ajoute au capital», c'est-à-dire **investit**, est consommée par les travailleurs productifs, c'est-à-dire entièrement transformée en salaires. D'après eux, le capitaliste qui accumule en investissant tout ce qu'il gagne et en menant une vie austère, achète des matières premières et des subsistances qui ont nécessairement été produites par d'autres ouvriers, si bien qu'à la fin du cycle tout son profit est devenu **revenu** des ouvriers. Marx détruit ce sophisme à la racine. Seule une partie du bénéfice investi sert à l'achat de force de travail, le reste accroît le capital constant, établissements, ateliers, machines et matières premières, qui n'entrent pas dans la consommation des ouvriers ni du capitaliste, mais augmentent le patrimoine, le privilège et la force de domination de la classe capitaliste qui en a le monopole. «Cela va sans dire, l'économie politique [bourgeoise] n'a pas manqué d'exploiter à l'avantage de la classe capitaliste cette

doctrine d'Adam Smith: que toute la partie du produit net qui se convertit en capital est consommée par la classe ouvrière». Et on comprend facilement pourquoi la Confédération exhume aujourd'hui ces belles théories.

Marx va plus loin. Au cours de l'accumulation, le capital constant se renouvelle sous forme de techniques plus évoluées, avec un emploi plus grand de force motrice et un rendement supérieur des procédés industriels. La masse du capital augmente, celle de la plus-value aussi, mais à certains moments la masse de main d'oeuvre, elle, peut ne pas augmenter mais diminuer, parce que la quote-part du capital variable diminue par rapport à celle du capital constant moderne, composé d'installations et de formidables stocks de matériels.

Investir veut dire dans tous les cas accroître la puissance de classe du capital. Mais cela ne veut pas dire dans tous les cas augmenter à coup sûr l'emploi de main d'oeuvre et lutter contre le chômage. C'est là un des aspects des crises économiques et de leurs conséquences. On le combat en préparant la gestion sociale du capital accumulé par les bourgeois, non pas dans le but de «donner plus de travail», mais pour imposer le but de toujours moins de travail pour obtenir plus de biens de consommation. Et pour ce but le système du salariat doit disparaître, avec le système capitaliste.

AUJOURD'HUI

Le «plan confédéral» ne veut pas seulement contraindre les industriels italiens à consommer moins et à vivre comme des franciscains, afin qu'avec une partie de leur revenu patronal, ils ouvrent de nouvelles entreprises de leur propriété. Il y a bien autre chose. Les trois mille milliards de lires d'investissement projeté nécessiteraient énormément de temps. Il faut donc trouver d'autres sources de financement. Par exemple il y a les économies que les petits épargnants ont déposées dans les caisses de l'Etat ou dans les banques; on n'exclut pas de dépenser la réserve de la Banque d'Italie en or et en devises après l'avoir rendue liquide; et enfin on accepte sans hésiter les célèbres dollars E.R.P. du plan Marshall. C'est vraiment le cas de dire que tout est bon pour la soupe: nous sommes là dans l'économie transcendente, qui est à Marx et même à Ricardo ce que le jazz-band est à Beethoven.

L'inflation de la lire n'est pas à redouter puisque sa valeur sera mieux garantie par les valeurs nationales produites par les nouvelles installations et le rendement de la puissance industrielle que par l'or! C'est la pure théorie de Hitler-Schacht, de l'authentique National-socialisme, une réforme monétaire de la *renten-lire* (3). Et quelle autre théorie suit-on en Russie avec la réévaluation du rouble? Reconnaissons cependant que là-bas ce n'est pas du vent: peut-être y a-t-il de l'or et en tout cas il y a du fer et du charbon en réserve sous terre, sans parler de l'uranium. En Allemagne aussi c'était sérieux. Resserez en un solide organisme social et politique la force des bourgeois, et ils n'auront plus besoin pour leurs échanges entre eux de la garantie libre-échangiste de la convertibilité de la monnaie en métal: les ordres du centre suffiront.

De toute façon l'argent ainsi mobilisé ne peut dans sa plus grande partie trouver qu'à l'étranger les marchés où acquérir tout ce qu'il lui faut - à l'exception du travail. Et à l'étranger, si on accepte ces réserves d'or, on tiendra pour rien l'autre richesse apparente, fictive, constituée par les épargnes et les dépôts: cette richesse, précisément pour les raisons indiquées, ne signifie plus rien quand la machine générale est brisée; elle dit seulement que les affamés ont entre eux

des obligations réciproques qu'il leur faut assurer en faisant preuve d'«abstinence» par rapport à leur niveau de vie déjà déprimé. Et donc dans ce pays de cocagne l'austérité est le lot des malheureux et des travailleurs tandis que les patrons et leur vaste et ramifiée domesticité consomment à pleines mains.

Nos industriels se démènent depuis des années pour acheter à l'étranger de nouveaux équipements, parce que les leurs, techniquement dépassés, ne sont plus assez rentables. C'est une bonne astuce pour piocher dans les fonds collectifs nationaux et étrangers. Comment se fait-il qu'en Allemagne, où l'on n'a pas construit de nouvelles machines, mais détruit une partie de celles qui existaient, la production augmente? Quoi qu'il en soit les patrons auront l'argent du plan confédéral: si l'histoire du renouvellement des machines est fautive, ce sera de l'argent jeté par les fenêtres; si elle est vraie, il y aura des machines plus efficaces. A production égale des machines et des installations à plus haut rendement occupent **moins** d'ouvriers et le mirage grossier du «plein emploi» sera le premier à s'évanouir. Et les trois mille milliards urgeraient, selon les experts ambulants en science économique, pour donner immédiatement du travail à neuf cent mille travailleurs, c'est-à-dire pour assurer un revenu salarial annuel de plus de deux cent milliards au bas mot, sans avoir pour autant absorbé la moitié des chômeurs actuels...

Mais laissons là la discussion sur un plan général de l'économie italienne qui ne pourrait au mieux être menée qu'en opposition à tel ou tel politicien.

Arrêtons nous plutôt sur le fait historiquement significatif que l'auteur de tous ces projets planificateurs adressés à l'Etat italien, bourgeois, constitutionnel, allié du Vatican et des grandes puissances capitalistes, est le syndicat ouvrier. Les trahisons aussi font l'histoire.

Dans la course du capital à l'accumulation la classe bourgeoise a toujours appuyé sur deux leviers: sa propre abstinence de consommation improductive, dont nous savons avec Marx ce qu'il faut en penser («le monde ne vit plus que grâce aux mortifications de ce moderne pénitent adepte de Vichnou: le capitaliste!») et l'abstinence de la classe ouvrière, c'est-à-dire la faible rémunération du travail. Cette deuxième voie a été coupée par le développement dans le monde entier des organisations de défense économique des travailleurs salariés. Les marxistes révolutionnaires savent que l'accumulation est la condition indispensable de la révolution socialiste; ils savent que le capitaliste «agent fanatique de l'accumulation, force les hommes sans trêve ni merci à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à développer les forces productives et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société nouvelle et supérieure, dont le principe fondamental sera le développement plein et complet de chacun». En même temps et dans le même but révolutionnaire toujours proclamé, Marx et les marxistes ont participé de toutes leurs forces aux luttes syndicales pour des rémunérations plus élevées et l'augmentation du salaire. Mais des salaires plus élevés signifient moins de plus-value, moins de profit, possibilité moindre d'investir du nouveau capital.

Le marxisme ne peut être découpé en secteurs séparés, l'économie d'un côté, la politique de l'autre; en même temps qu'il voit les capitalistes construire, en accumulant, les conditions de leur ruine, il voit les travailleurs construire, en s'associant, les conditions de leur force de classe et de leur victoire.

Toute la glorieuse lutte des syndicats

dans le monde entier, explicable seulement dans la mesure où elle est et devient une base de la lutte proprement politique, n'a jamais eu, ne peut avoir et n'a - même quand il s'agissait d'un Rigola hier ou même d'un Lewis aujourd'hui - qu'une seule signification: celle d'une opposition frontale à l'acharnement frénétique des bourgeois pour fonder la masse de leurs investissements sur la faim des travailleurs.

Si le syndicat est battu et la grève brisée, les salaires sont bas et le capital profite et investit.

Mais quand le syndicat l'emporte, quand la grève réussit et que les salaires montent, le capital voit sa marge bénéficiaire baisser et l'investissement recule.

Dans la bataille, gagnée ou perdue, les travailleurs embauchés et au chômage ont lutté au coude à coude; ils ont compris que le vrai terrain de lutte n'est pas l'usine mais la rue, le pays et le monde; que son véritable objectif est le pouvoir politique pour le socialisme. Ils ont appris que dans la production moderne la réserve sociale doit fortement s'accroître, mais qu'il faut en même temps combattre et briser le privilège qu'a sur elle toute la bande des prédateurs bourgeois.

La lutte se mène pour une économie dans laquelle il n'y aura plus d'investissements ni de revenus, mais seulement l'organisation sociale du travail et de la consommation; elle se mène contre l'économie actuelle où seuls les professeurs à la gueule enfarinée parlent de revenu du travail et

d'investissement productif, alors que tout investissement a pour but non la production mais l'exploitation, et que tout revenu est confiscation de travail volé à autrui. Qu'ils soient embauchés ou chômeurs, les travailleurs n'ont pas de revenu. Le syndicat ouvrier est l'ennemi et le saboteur de l'investissement bourgeois.

Et pourtant ce ne sont pas les syndicats dirigés par les curés ou les francs-maçons, mais ceux qui se prétendent rouges et classistes qui lisent à l'envers les textes du syndicalisme, même du syndicalisme non-marxiste de Sorel, voire du syndicalisme réformiste de Cabrini.

Que lisent donc ces Messieurs? Citons à leur place:

«L'ensemble de la production est unitaire du point de vue national: ses objectifs sont unitaires et se résument dans le bien-être des particuliers et dans la puissance nationale.»

Dans le contrat collectif, la solidarité des divers facteurs de la production trouve son expression concrète grâce à la conciliation des intérêts opposés des donneurs de travail et des travailleurs, et à leur subordination aux intérêts supérieurs de la production.»

Il s'agit ici du syndicat, organe légalement reconnu de l'Etat bourgeois; il s'agit, pour ceux qui ne l'ont pas compris, du texte de la **Charte du Travail** fasciste.

En langage marxiste cela signifie que sur les traces de Mussolini et la voie éternelle de la trahison, ces Messieurs ont fait

du syndicat ouvrier un des **facteurs de l'accumulation du capital.**

Quant à la très habile acceptation des capitaux et des investissements américains - nous nous occuperons aussi un jour de la théorie de l'**habileté** - les paroles toutes récentes de Zellerbach, davantage «commissaire politique» que délégué économique de Washington, suffiraient à voir de quoi il s'agit.

S'adressant à ses mandataires, celui-ci a précisément soutenu que les fournitures et les investissements du plan Marshall en Italie doivent continuer, puisqu'ils ont donné jusqu'ici des «résultats productifs». Et en effet: le gouvernement démocrate-chrétien tient solidement le pouvoir, le parti communiste a vu ses effectifs diminuer de vingt pour cent, et la Confédération stalinienne en a pris un sérieux coup avec la scission des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates. C'est dans cette optique que Zellerbach lâchera les milliards que demande Di Vittorio: il les investira à un taux de faveur, que dis-je? il les offrira en cadeau aux régions sous-développées. Seul le critère politique permet de comprendre comment le don devient investissement et l'aumône devient productive, même en dehors de la Vallée des Merveilles.

Bien sûr les entremetteurs du capital italien ne peuvent pas ne pas appeler généreux donateurs ceux qui ont pillé l'économie locale avec les milliards (combien?) de la monnaie d'occupation. Ils ne peuvent le rappeler aux divers Zellerbach, parce que

cette même monnaie de singe («amlires») qui a causé la ruine de l'appareil industriel local, en achetant sans les payer «des prestations de nature personnelle et même infâmes», a servi aussi à financer la reconstruction de ces partis et de cette Confédération qui sont les dignes porteurs de la politique **nationale et productive** arrivée à la phase suprême de **politique d'investissements.**

Et pour croire qu'en fin de compte toute cette histoire est une manœuvre réussie de la cinquième colonne pour saboter (sur le dos des chômeurs italiens) l'impérialisme d'Amérique au profit de Staline, il faudrait admettre que les capitalistes américains, vivants et dynamiques, sont plus cons que nos chefs confédéraux.

Mais plus cons que ceux-là, tu meurs!

(1) cf «*Le Capital*», Livre I, ch. XXIV («*La transformation de la plus-value en capital. I La reproduction sur une échelle progressive*»), Ed. Sociales 1976, p.412.

(2) *ibid.*, p.414. L'article suit l'exposé de Marx dans tout ce chapitre en continuant par les points: «*II Fausse interprétation de la reproduction sur une échelle progressive*» et «*III La division de la plus-value en capital et en revenu. La théorie de l'abstinence*».

(3) Allusion au Rentenmark, nouvelle monnaie allemande instaurée en 1923 par Schacht, futur ministre de l'économie de Hitler.

Signe des temps: Démangeaisons militaristes dans le monde

Il y a encore peu de temps, les politiciens ne nous parlaient que de l'ère de paix qui devait s'ouvrir après la disparition de l'URSS, et des «dividendes de la paix» qui attendaient les citoyens de nos belles démocraties. Premier démenti, la guerre du golfe a montré que les foyers de tension et d'affrontements entre les Etats ne disparaissent pas automatiquement avec la fin de l'affrontement Est-Ouest; mais le régime irakien pouvait encore être présenté comme un ultime avatar du vieil ordre mondial. Par la suite, les affrontements dans l'ex-Yougoslavie, les guerres locales qui se généralisent dans toute la périphérie asiatique et méridionale de la Russie et la montée des tensions dans l'Est européen ont montré que la période actuelle de remise en cause des équilibres était grosse de conflits: la responsabilité des guerres, il ne faut pas la chercher dans «l'expansionnisme soviétique» ou les «cercles impérialistes de Washington», mais dans le capitalisme tout entier pour qui la paix et la croissance harmonieuse ne sont au mieux que des répit entre les guerres et les crises, guerres et crises d'autant plus violentes et profondes qu'elles ont été précédées par des périodes de paix et de croissance plus longues.

La disparition de l'URSS et de son bloc a certainement entraîné un profond bouleversement des équilibres stratégiques mondiaux et en conséquence une réduction notable des moyens militaires, principalement en ce qui concerne les «systèmes d'armes centraux» (pour reprendre le jargon des militaires): missiles nucléaires, bombardiers stratégiques etc., ainsi que les corps d'armée russes et américains sur le théâtre européen. Les derniers militaires russes présents en Allemagne préparent leur départ tandis que la Russie et l'Amérique ont décidé de mettre fin à l'état d'alerte permanent dans lequel elles maintenaient depuis des décennies une partie de leurs forces stratégiques. Serait-ce alors la preuve que finalement les marxistes ont eu tort de brocarder les appels au désarmement et les interminables négociations pour arrêter la course aux armements? Et capitalisme et guerre ne seraient finalement liés de manière indissoluble que dans les époques et les régions au développement économique et culturel insuffisant?

Quelques faits de l'actualité récente qui sont autant de signes des temps, permettent de répondre à ces arguments avancés par les partisans du système capitaliste. Les Etats-Unis ferment des bases militaires à l'étranger, mettent fin à des programmes coûteux comme la fameuse «guerre des étoiles» (en révélant au passage que c'était un bluff, les militaires truquant leurs essais pour tromper... non pas les soviétiques, mais les commissions parlementaires qui décident des crédits à attribuer!); mais cela ne les

empêche pas, au moment où les impératifs d'austérité budgétaire les contraignent à faire des économies dans divers secteurs, de trouver les financements nécessaires à la mise en production de bombardiers nucléaires très coûteux et à réaffirmer leur détermination à maintenir la capacité de leurs forces militaires à mener plusieurs guerres en même temps. En mars 1992 une «fuite» faisait connaître un document confidentiel d'orientation définissant les grands axes de la stratégie américaine dans la période d'après guerre froide (1): en résumé ce document définissait comme objectif le maintien d'une domination militaire américaine incontestée et localisait la menace potentielle envers cet objectif chez les propres alliés des Etats-Unis, même si, tant que l'arsenal russe ne sera pas rendu inoffensif, «la Russie restera la seule puissance dans le monde possédant une capacité de destruction des Etats Unis». Et il précisait que les Etats-unis «doivent suffisamment prendre en compte les intérêts des nations industrielles les plus avancées pour les décourager de remettre en cause notre leadership ou de chercher à renverser l'ordre politique et économique établi». En particulier il préconisait l'établissement d'un système de sécurité mondial qui empêche l'Allemagne et le Japon de s'engager dans une course au réarmement, surtout nucléaire, en soulignant une «victoire» de la fin de la guerre froide «moins visible» que la disparition du bloc soviétique: celle consistant dans «l'intégration de l'Allemagne et du Japon dans un système de sécurité col-

lective dirigé par les Etats-Unis». Donc, disait le document, «nous devons chercher à prévenir l'apparition de systèmes de sécurité uniquement européens qui affaibliraient l'OTAN» et éviter qu'un retrait précipité de forces américaines d'Asie ne provoque une réponse japonaise non désirée.

Sur le plan des relations internationales les Etats-Unis s'emploient activement à s'opposer à la dissémination de l'armement nucléaire et de la technologie des missiles afin de conserver le monopole de ces armes entre les mains d'une poignée de nations: c'est le sens des pressions de tous ordres envers des pays comme la Corée du Nord, le Brésil, l'Argentine, le Pakistan, la Chine, l'Inde ou l'Ukraine, pour qu'ils abandonnent soit leurs programmes d'armement nucléaire (parfois secret comme au Brésil), soit les missiles dont ils ont hérité (Ukraine), soit la vente de missiles à des pays qui n'en possèdent pas. Vis-à-vis de la Russie les Etats-Unis ont fait ce qu'ils ont pu pour réduire ses capacités militaires, faisant miroiter des crédits contre la diminution des stocks d'armes nucléaires, proposant leur «aide» pour la reconversion des industries d'armement ou le désarmement des missiles.

LANOUELLE DOCTRINE MILITAIRE RUSSE...

L'exercice a cependant ses limites. L'aide financière à la Russie qui devait constituer un nouveau plan Marshall ne s'est concrétisée que dans une mesure réduite (le tiers seulement des sommes promises a une chance d'être déboursé) alors même que les divergences ou les conflits d'intérêt avec les occidentaux se font plus fréquents; d'un autre côté la fragilité du pouvoir politique russe sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, lui fait comprendre que la puissance militaire est l'un de ses rares atouts. Et la Russie «démocratique» reprend de plus en plus à son compte les attitudes et les positions de l'ancienne Union Soviétique. C'est ainsi que le gouvernement russe multiplie les protestations et les mises en garde contre une extension de l'OTAN à ses an-

ciens satellites. Par ailleurs il vient de rendre public par la bouche du ministre des armées Gratchev les grandes lignes de sa stratégie militaire qui comporte quelques nouveautés significatives. D'abord la Russie s'autorise l'utilisation en premier de l'armement atomique contre des Etats non nucléaires («pour ce qui est des Etats disposant d'armements nucléaires, la nouvelle doctrine ne précise rien» selon Gratchev); ensuite le président n'est «pas le seul» à pouvoir décider cette utilisation, ce qui signifie que les forces armées peuvent prendre cette décision de façon souveraine. Le rôle des forces armées est également d'intervenir à l'extérieur des frontières pour protéger les intérêts nationaux. Mais la nouvelle doctrine souligne aussi son rôle d'intervention dans les conflits intérieurs, «lorsque la sécurité de la Russie est menacée par des forces séparatistes ou nationalistes, quand l'ordre constitutionnel est menacé par la force, quand des installations nucléaires ou chimiques sont attaquées ou contre des groupes armés illégaux» (2). Au fond ce n'est là que la reconnaissance officielle du rôle de l'armée dans n'importe quel Etat bourgeois que la rhétorique officielle de l'ancienne Union Soviétique ne pouvait masquer. Même si cela n'était pas reconnu officiellement comme aujourd'hui, le pouvoir bourgeois en URSS n'a jamais hésité à faire intervenir l'armée en dehors des frontières ni à l'utiliser pour briser des grèves et réprimer des manifestations quand la police était débordée. Le fait nouveau est que le pouvoir actuel a besoin de le dire et de le justifier ouvertement pour la bonne raison que le recours à l'armée devient beaucoup plus fréquent qu'autrefois, que ce soit pour rétablir l'«ordre» en Géorgie ou... à Moscou.

...ET SONEQUIVALENT CHINOIS

Les dissensions entre les Etats-Unis et la Chine prennent en ce moment un relief de plus en plus grand. Le gouvernement américain fait grand bruit autour du non respect

(Suite en page 8)

Démangeaisons militaristes dans le monde

(Suite de la page 7)

des droits de l'homme par Pékin, mais il est davantage préoccupé par l'agressivité commerciale de la Chine et par ses ventes d'armes, surtout de missiles, à des pays comme l'Iran. L'irritation chinoise devant le blocage de ses ventes d'armes par les américains explique sans aucun doute pourquoi un livre exposant sans fard la doctrine militaire chinoise a pu être publié - avant d'être rapidement interdit et retiré de la circulation. Le livre, intitulé «*La Chine peut-elle gagner la prochaine guerre?*», mettait en citation sur sa couverture une phrase du président chinois selon laquelle «*nous devons être capables de gagner des guerres à petite échelle de haute technologie dans les conditions modernes*». Dans cet ouvrage il est indiqué que les Etats Unis doivent être considérés comme le principal adversaire militaire de la Chine dans le futur: «*Quoique à l'heure actuelle la Chine ne pose pas une menace stratégique réelle pour les Etats Unis, les Etats Unis considèrent cependant la Chine comme une cible possible dans leur stratégie de défense régionale*».

Les auteurs de l'ouvrage décrivaient 8 scénarios de guerre possible, dont la reconquête de Formose, une guerre en Corée, la prise des champs de pétrole en Mer de Chine (revendiqués par le Vietnam), etc. (3). Les diplomates occidentaux ont vu dans la publication de ce livre une manifestation de la colère des dirigeants de l'armée contre la politique du gouvernement chinois jugée trop accommodante envers Washington malgré des ventes d'armes américaines à Formose. Le gouvernement chinois aurait répondu qu'il continue le développement de son armement atomique, et la reprise des essais nucléaires chinois en dépit du moratoire observé par les autres puissances nucléaires, pourrait être interprétée comme une satisfaction donnée aux militaires.

LES STRATEGES DE L'IMPERIALISME FRANCAIS NE SONT PAS EN RESTE

La nouvelle situation mondiale pose le problème de l'intérêt et du rôle de l'OTAN, l'alliance militaire constituée pour faire pièce au bloc soviétique en Europe. Certains Etats européens, comme la France, estiment que l'OTAN devrait disparaître pour être remplacée par une alliance militaire purement européenne répondant aux besoins nouveaux: (voir la mise sur pied d'un «*Eurocorps*» formé de soldats allemands, belges et français, même si officiellement il s'intègre dans le dispositif de l'OTAN). De leur côté, les Etats Unis estiment que l'OTAN est l'organisation naturelle pour faire face aux tâches militaires nouvelles: il suffit de se mettre d'accord sur l'extension de ses possibilités d'intervention au delà de son champ d'action traditionnel. En même temps se pose le problème des demandes d'adhésion à l'OTAN formulées par les anciens satellites de l'URSS qui reçoivent un accueil sans enthousiasme en raison du peu de fiabilité de ces régimes et des tensions qui existent entre eux.

Il semble que l'extension du rôle de l'OTAN pour des interventions militaires aussi bien en Europe centrale, dans les Balkans qu'au Proche Orient ait été accepté. Le Danemark a accepté pour la première fois de fournir un bataillon (4500 hommes) pour des opérations militaires extérieures de l'OTAN, tandis que la France a décidé de réintégrer la direction militaire de cet organisme dans le but explicite de participer à ce genre d'interventions (4).

L'impérialisme français est sans aucun doute depuis des décennies l'Etat ouest européen de loin le plus actif et le plus agressif sur le plan militaire. Il ne faillit pas

aujourd'hui à cette tradition. Nous avons vu son rapprochement avec l'OTAN dans la perspective d'interventions militaires «*extérieures*». De même qu'il a poussé à la fondation de l'Eurocorps avec l'Allemagne et la Belgique comme premier pas pour la constitution d'une force militaire indépendante à terme des Etats-Unis pour le théâtre militaire de l'Europe centrale, il pousse à la formation d'un équivalent de l'Eurocorps avec l'Italie et l'Espagne pour des interventions dans la zone méditerranéenne (en particulier la constitution d'une force maritime commune). Il faut noter au passage que l'Italie est, avec la France, un des Etats qui s'est montré le plus disposé à fournir des soldats pour les opérations militaires récentes de l'ONU.

Fait encore plus significatif, le puissant lobby militaro-nucléaire français fait pression sur les autorités politiques pour la reprise des essais nucléaires interrompus dans le cadre du moratoire international. Les militaires estiment en effet que ces essais leur sont indispensables pour tester et moderniser les armes nucléaires afin de maintenir intacte la dissuasion nucléaire française. Mais il semble surtout que les militaires veulent se lancer dans la mise au point et la fabrication de nouveaux armements correspondant à un changement de la doctrine militaire officielle. La menace majeure traditionnelle ayant disparu pour le moment, la stratégie de dissuasion classique, dite du «*faible au fort*» (le «*faible*» - la France - menace le «*fort*» - l'URSS - de lui infliger grâce à ses armes nucléaires des destructions suffisamment fortes qu'elles le dissuadent d'attaquer) n'a plus ni fondement ni utilité. Les stratèges militaires et leurs porte-paroles du RPR préconisent donc, d'abord de tisser une alliance avec l'Ukraine, Etat nucléaire, pour se prémunir contre une réapparition d'une menace russe, ensuite de procéder à une «*révision fonda-*

mentale» de la doctrine nucléaire afin d'en faire une «*doctrine d'emploi*», selon le rapporteur du budget sur la dissuasion (5). L'armement atomique ne servirait donc plus à empêcher une attaque d'une superpuissance contre la France, mais à mener des guerres contre des adversaires plus faibles: c'est la stratégie dite «*du fort au faible*» ou «*du fort au fou*». Pour que cette stratégie soit possible, l'armée doit se doter d'une nouvelle gamme d'armements atomiques à faible puissance - officiellement pour éviter des «*dommages collatéraux aux populations civiles*»!, en réalité pour ne pas interdire l'occupation militaire des zones bombardées - portées par des missiles à courte et moyenne portée; ces armements sont joliment appelés par les militaires «*armes de décapitation*»...

Les discussions vont bon train parmi les militaires comme parmi les politiciens sur ces propositions qui ne sont pas encore officialisées, dont la ressemblance avec la nouvelle doctrine militaire russe ou celle chinoise est frappante. Dans son ouvrage sur l'impérialisme, Lénine répliquait à ceux qui croyaient à la possibilité d'une ère de paix rendue possible par une union des différents Etats impérialistes pour exploiter en commun le reste du globe, l'*ultra-impérialisme* (on dirait aujourd'hui: le *nouvel ordre mondial* ou, version «*ultra-gauche*», l'*Etat capitaliste mondial*):

«*Les alliances «inter-impérialistes» ou «ultra-impérialistes» dans la réalité capitaliste (...) ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des «trêves» entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lut-*

te pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale».

L'analyse marxiste de Lénine a été confirmée par les événements historiques qui se sont déroulés depuis que ces lignes ont été écrites et elle permet de faire justice de la perspective d'une nouvelle ère de paix. Les exemples internationaux que nous venons de passer brièvement en revue et auxquels il faudrait ajouter le fait très significatif constitué par les premiers pas militaires hors de leurs frontières des colosses économiques que sont l'Allemagne et du Japon, démontrent que cette analyse est toujours valable. Ce que nous pouvons constater très clairement en effet, c'est la tendance à l'exaspération des rivalités de tous ordres et donc des conflits militaires, la tendance à la préparation d'une troisième conflagration mondiale vers laquelle se dirige inexorablement le capitalisme travaillé par des contradictions internes de plus en plus insurmontables - à moins que la révolution prolétarienne internationale ne réussisse à prendre de vitesse ce cours funeste et à renverser à temps le système capitaliste.

(1)cf. «*International Herald Tribune*», 9/3/92.

(2)cf. «*I.H.T.*», 4/11/93.

(3)cf. «*I.H.T.*», 17/11/93.

(4)«*La France a ratifié l'élargissement des missions de l'Alliance atlantique. Prenant acte de l'évolution de l'OTAN, elle a adopté une position ouverte en acceptant de participer aux instances politico-militaires de l'organisation, dès lors que des opérations effectuées au profit de ces nouvelles missions seraient envisagées*», déclaration du ministre de la défense, cf «*Défense Nationale*», octobre 1993.

(5)cf. «*Libération*», 11/11/93.

Russie: canonnades et parlement

L'assaut au Palais d'Hiver en octobre 17 était de signe irréfutablement **prolétarien** et **communiste**. Il signifiait en finir avec la démocratie bourgeoise, avec son parlement, ses partis, sa misère et sa guerre mondiale. Il était le signe évident de l'insurrection prolétarienne, de la première insurrection prolétarienne victorieuse depuis la Commune de Paris. La ville s'appelait alors Petrograd; grâce au monumentalisme stalinien elle deviendra Léningrad et aujourd'hui elle a retrouvé son ancien nom de Saint Petersburg.

Alors l'assaut au Palais d'Hiver signifiait aussi l'enterrement définitif du tsarisme et de tous ses alliés: il n'était plus possible de revenir en arrière, à moins d'un renversement complet de toutes les forces révolutionnaires, tant bourgeoises que prolétariennes. Il n'était possible que d'aller **en avant**, vers la perspective historique de la révolution prolétarienne internationale dont la rouge Petrograd était devenue le premier formidable bastion. Trois années terribles de guerre civile, dans laquelle **toutes les puissances impérialistes** mondiales intervinrent en soutien des armées blanches et pour étrangler la Russie bolchévique, n'eurent pas raison de la victorieuse marche en avant du prolétariat. Il fallut la dégénérescence du mouvement communiste, russe et international, il fallut le stalinisme comme agent de la conservation bourgeoise avec les terribles répression contre les militants restés fidèles au communisme, il fallut l'incapacité des partis communistes d'occident à accomplir les tâches révolutionnaires mises à l'ordre du jour par l'histoire, pour faire plier et pour finalement briser l'**Octobre rouge**.

Ce n'est pas sous le choc d'un mouvement prolétarien ressuscité que le régime stalinien a cédé dans l'ex-URSS; ce sont les effets destructeurs d'une crise économique mondiale qui ont miné puis provoqué l'effondrement du bloc soviétique. A Moscou une figure émergea de l'effondrement, la

figure de Boris Eltsine qui représente depuis lors aux yeux des impérialismes occidentaux les forces les plus intéressées à ouvrir la Russie à leurs capitaux (parce qu'elles y voient le moyen le plus rapide pour restaurer la puissance du capitalisme russe et non parce qu'ils s'agiraient de «*vendus*» comme le dit l'opposition stalino-nationaliste).

Mais la situation de profonde crise économique et sociale est telle que Eltsine, le favori des démocraties occidentales, ne peut se comporter que comme le putchiste par excellence, le dictateur, le chef absolu qui concentre tous les pouvoirs. Et ce faisant il s'en prend inévitablement aux institutions que la démocratie ne devrait jamais toucher: le parlement élu, la cour constitutionnelle légitime. Ayant reçu le feu vert de Clinton et des autres puissances du monde, Eltsine a accéléré les affrontements avec ses opposants. Ayant depuis mars déjà les pleins pouvoirs, donc pliant la constitution aux nécessités du moment, il a pu se dresser contre le Parlement et la Cour constitutionnelle. Et ces deux institutions ont riposté en tentant d'enlever à Eltsine ses pouvoirs «*de façon légale et démocratique*». Mais après des mois d'opposition et de menaces diverses, la partie décisive s'est jouée sur fond de négociations entre Eltsine et le FMI. Les conditions mises par le FMI pour ouvrir les cordons de sa bourse et donner un bouffée d'oxygène à un pays à genoux sont impitoyables: contrôle strict des dépenses, augmentation des taux d'intérêt, libération des prix de l'énergie (qui remplira les caisses de l'Etat, mais risque de balayer l'industrie russe et supprimera d'un coup la compétitivité de certaines exportations russes comme l'aluminium qui ont fait un malheur à l'ouest), libération des prix des biens de première nécessité, réduction des subventions, réduction de l'inflation. Le gouvernement avait dans cette optique programmé des fortes réductions des subventions aux producteurs de céréales, l'abolition de l'indexation des

salaires et une modification radicale du système fiscal. Le Parlement s'est opposé aussitôt à ces mesures, bloquant la politique gouvernementale et provoquant la fureur des *partners* occidentaux. L'affrontement était inévitable. La «*maison blanche*» - le Parlement - qui, il y a deux ans à peine, avait symbolisé la victoire d'Eltsine contre la vieille nomenclature putchiste et contre Gorbatchev lui-même, prenait une nouvelle signification: les députés retranchés, en lutte contre l'Exécutif, commencèrent à délibérer comme s'ils étaient le pouvoir légitime de la Russie, jusqu'à l'élection grotesque de Routskoï comme président à la place d'Eltsine. Ces députés avaient l'incroyable naïveté de croire aux poncifs démocratiques selon lesquels le pouvoir réside vraiment dans le Parlement, expression souveraine de la volonté populaire!

Eltsine n'a rien fait d'autre que ce que fait tout pouvoir bourgeois en temps de crise et d'urgence économique et sociale: face à une situation d'urgence la bourgeoisie ne se laisse arrêter par rien, et surtout pas par les symboles de sa démocratie: si le Parlement fait obstacle aux exigences de l'heure, tant pis pour le Parlement. Seuls des démocrates abrutis et des pacifistes ramollis peuvent verser des larmes sur la destruction à coups de canons du palais du Parlement, gémir sur le crime de lèse-démocratie commis par les tanks et les arrestations de «*députés élus par le peuple*».

Les communistes savent, eux, que les institutions démocratiques servent exclusivement à tromper les masses car les décisions importantes sont toujours prises depuis plus d'un siècle **hors des parlements!**

Le palais d'hiver qui devra à nouveau attaquer le prolétariat russe sera le bâtiment du gouvernement, car pour mettre le Parlement hors circuit, il suffira de couper la lumière comme le fit un marin bolchévique en octobre 17, et comme l'a fait aussi Eltsine en coupant l'eau et l'électricité à sa chère «*Maison blanche*».

Foulard islamique: L.O.-Pasqua même combat!

Il y a 4 ans le port par trois lycéennes de Creil du «foulard islamique» était le prétexte à une puissante campagne d'opinion anti-immigrés. Sous couvert de défense de la laïcité, de lutte contre la religion ou de féminisme, cette campagne était relayée par diverses organisations dites «de gauche» qui faisaient ainsi la démonstration de leur alignement sur les grands moyens de propagande de la bourgeoisie (1). Plus étonnant à première vue, on trouvait même dans cette sainte alliance anti-islamique non seulement les anars de la F.A., mais même des éléments qui se prétendent marxistes: nous voulons parler de Lutte Ouvrière, qui se félicitait de la fermeté du proviseur du lycée.

Ce brave proviseur, défenseur hautement proclamé (et chaudement approuvé par nos trotskystes) de la laïcité menacée par l'invasion islamique, sut profiter du tintamarre médiatique pour entamer une carrière politique, puisque l'affaire lui permit d'accéder au comité central... du RPR. Cette circonstance allait-elle ouvrir les yeux à L.O.? Il n'en n'est rien et L.O. persiste et signe à l'occasion de «l'affaire» des lycéennes de Nantua, exclues de leur lycée comme les lycéennes de Creil pour cause de port du foulard islamique. Dans un article intitulé «Des professeurs contre le port du foulard islamique en classe» (2), L.O. approuve les profs qui s'étaient mis en grève pour soutenir leur collègue d'éducation physique qui refusait d'admettre dans son cours une lycéenne portant le foulard et cite une partie de l'ahurissante résolution des professeurs gré-

vistes: «le port du foulard met en cause la liberté des élèves, compromet leur sécurité lors de la pratique des matières scientifiques et de l'éducation sportive et physique, est discriminatoire à l'égard des jeunes filles et ségrégationniste». C'est donc par souci de la liberté, de la sécurité et de la lutte contre la discrimination que les 4 lycéennes doivent être exclues! Dans son commentaire d'ailleurs L.O. appelle l'attitude du ministre Jospin en 1989 de «capitulation devant les intégrismes religieux de toute sorte», car si le ministre avait entériné les exclusions, il avait pourtant dans une circulaire admis que le foulard pouvait être porté sous certaines conditions. L.O. voit dans cette circulaire la reconnaissance du «droit des parents intégristes d'imposer aux filles des pratiques rétrogrades (!), qui ne sont pas uniquement l'affirmation de l'appartenance à une religion, mais sont aussi le symbole d'un statut avilissant que l'on veut imposer aux filles et aux femmes». Le moins qu'on puisse dire est que ces justifications sont tirées par les cheveux... Il n'y a cependant pas de quoi sourire dans cette affaire qui voit des supposés révolutionnaires approuver les mesures répressives qui frappent la population immigrée. L.O. termine en effet son article en disant: «Heureusement qu'il reste de nombreux enseignants pour continuer à réagir, comme ceux de Nantua».

Mais la question n'est pas seulement l'approbation de quelques profs racistes (ou simplement imbus du sentiment de supériorité nationale) - ce qui suffirait déjà à

disqualifier de prétendus révolutionnaires. L'«affaire» de Nantua a été montée en épingle parce qu'elle tombait à point pour servir les desseins du gouvernement. Après l'opération policière montée à grand spectacle contre les sympathisants du FIS (la Fraternité Algérienne de France, la F.A.F. bien nommée) mais qui a accouché d'une souris, les 4 lycéennes de Nantua ont servi d'illustration au «danger intégriste» qui menacerait même «nos» écoles et de justification aux mesures policières renforcées de **contrôle de l'immigration** prises par le gouvernement ce printemps.

Pasqua, en effet, n'a pas «capitulé»: non seulement les lycéennes ont été expulsées du lycée «sur ordre supérieur» alors qu'un accord avec les parents semblait en vue, mais les services de police sont venus faire une démonstration de force sur place et rétablir l'ordre républicain en danger: un imam a été expulsé sans autre forme de procès parce qu'il avait eu le front de critiquer les lois françaises, «alors qu'il ne parlait même pas français» (ces étrangers ont toutes les audaces), un tunisien a été arrêté parce qu'il avait signé une déclaration de soutien aux familles des fillettes et qu'il se «prétendait» islamologue ce qui est évidemment éminemment suspect (aux dernières nouvelles il serait toujours en prison, mais, puisque légalement il n'y a rien qu'on puisse lui reprocher, sous le prétexte de «vérification de la régularité de sa situation en France»). Le correspondant du «Monde» écrivait que la communauté immigrée de la région sait qu'el-

le fera les frais de toute l'affaire. Mais il ne s'agit pas seulement de la région, c'est dans tout le pays que ce genre d'événements sert à renforcer un climat d'hostilité envers la population et les travailleurs immigrés. Pour preuve, il n'est que voir la réaction du groupe parlementaire RPR demandant le 3 novembre au gouvernement la plus grande fermeté contre le port du voile islamique et faisant l'amalgame avec la présence d'enfants d'étrangers en situation irrégulière et la violence dans les Ecoles...

Vraiment L.O. a de quoi être satisfaite: il reste non seulement des profs, mais des députés et surtout des flics et un gouvernement «pour continuer à réagir».

Mais il reste malheureusement selon nous trop de monde pour continuer à croire que Lutte Ouvrière est un groupe «communiste et internationaliste» alors même qu'elle participe aux côtés des partis de la bourgeoisie à des campagnes anti-prolétariennes qui ont pour but d'aggraver les divisions entre travailleurs français et travailleurs immigrés et de légitimer la surveillance et la répression policières contre ces derniers.

(1) voir «Mobilisation réactionnaire pour la laïcité», *Le Proletaire* n°404, décembre 1989.

(2) voir *Lutte Ouvrière* n°1319, 15/10/93. Nous reprenons plus bas des citations d'articles de Libération et du Monde consacrés aux événements de Nantua.

CORRESPONDANCE

LA SITUATION CHEZ ALPINE-RENAULT

«Le Proletaire» a déjà publié dans ses n°419 et 421 des correspondances donnant un aperçu de la situation à Alpine, usine affiliée au groupe Renault, à Dieppe. Cette nouvelle correspondance décrit la situation dans l'usine au cours des derniers mois.

LA BAISSÉ DE PRODUCTION ENGENDRE DES LICENCIEMENTS DANS LA MINORITÉ COMBATIVE

En mai avec la crise dans l'automobile et des jours de chômage partiel devenant trop coûteux, Alpine baisse sa production quotidienne d'«Espaces» de 54 à 45 et, en conséquence, ses effectifs. Le patronat comme les syndicats parlent de baisse des cadences alors que celles-ci vont **augmenter**, les postes étant réaménagés de façon à licencier le plus de précaires et à augmenter le travail de chaque ouvrier et donc le profit. Une quarantaine d'intérimaires seront licenciés dont peu auront fait la durée maximum en Contrat de Travail Temporaire: 18 mois.

Le patronat, aidé de la maîtrise, va surtout licencier sur la première chaîne (mécanique) où se trouvent la majorité des intérimaires combattifs car la plupart se trouvent en fin de premier contrat (9 mois) et ont participé à toutes les luttes ou presque depuis fin octobre. Ce sera donc un bon moment pour le patronat et les boîtes d'intérim qui feront un tri chez ces précaires qui ne respectent pas la paix sociale et la «bonne marche de l'entreprise».

Suite à cette vague de licenciements qui se déroulera sans aucune protestation, il y a une désorganisation complète sur la chaîne mécanique. Malgré cela, les bonnes habitudes ne se perdent pas car les ouvriers de cette chaîne arrêteront chaque jour le travail lorsque la 45e Espace est produite, bien qu'étant prêts à céder lorsqu'il y a des absents parmi eux. Un autre fait montrera cette faiblesse. Quand le temps du cycle sera accéléré par un contremaître, il n'y aura pas de réaction sinon l'envoi d'un délégué CGT lorsqu'il est possible d'en trouver un. Cela

ne s'arrangera donc qu'après des discussions dont les ouvriers ne sont pas témoins, et toujours pour peu de temps, la maîtrise se sentant en position de force.

OPPOSITION DES SYNDICATS A LA CSG AU DÉTRIMENT DE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS

Ce même mois il n'y aura qu'un débrayage contre l'augmentation de la CSG. Il durera deux heures, mais alors que localement un rassemblement est organisé le matin, la CGT d'Alpine l'organisera l'après-midi car dans l'usine le travail dure 2 heures l'après-midi. Le mouvement est bien suivi (plus de la moitié des ouvriers et des intérimaires) mais il est ambigu: certains vont débrayer non pas pour protester contre l'augmentation de l'impôt Rocard, mais pour avoir leur après-midi de libre: c'est le cas des délégués CGT qui avaient manigancé cela à leur propre avantage. Certains qui voulaient débrayer n'ont pu le faire pour des raisons pratiques, d'autres ne l'ont pas fait en désaccord avec ce changement d'horaire. Il y a donc eu des grévistes «habituels» qui n'ont pas débrayé et des ouvriers anti-grève qui l'ont fait pour profiter de l'après-midi... Quant au syndicat FO il a montré son vrai visage. Ses délégués avaient en effet retenu à l'avance cette date pour prendre soit la journée soit l'après-midi en heures de délégation afin de ne pas être présents dans l'usine, ce qui aurait fait mauvaise figure, tout en étant payés normalement. Mais cela se saura et ils le payeront peu après aux élections des délégués du personnel.

LES SYNDICATS AIDENT LE PATRONAT EN EMPECHANT DES LUTTES D'INTERIMAIRES

Lorsque la date du paiement des intérimaires - le 12 de chaque mois - tombe un week-end, un jour férié ou un lundi, c'est un problème. Ce sera le cas en juillet: le marchand de viande de Flex ne vient pas, les intérimaires de Bis n'auront rien à leur agence locale et ceux de Manpower, payés à la

semaine, ne touchent pas leurs primes. Le lendemain 13 les intérimaires commencent à s'organiser pour débrayer afin d'obtenir leur paye (surtout que le lendemain est férié). Aussitôt le patronat qui craint un mouvement plus dur encore que celui de février appelle les délégués des 3 syndicats. Ces derniers s'emploient à calmer les intérimaires, ceux de Flex ayant déjà commencé à débrayer, étouffant dans l'oeuf l'action. Finalement si la majorité des intérimaires a souffert d'un manque d'argent pendant quelques jours, le patronat n'a pas souffert d'un manque à gagner, la production n'ayant pas été perturbée grâce à l'aide des syndicats.

Mais le 16 les intérimaires ont pu constater une diminution de leur salaire de juin à cause de la CSG. Ils cherchent alors des délégués pour avoir des explications. En vain. Car ce jour-là tous les délégués ont pris au moins une journée pour faire le pont. Les intérimaires tentent alors une action à la reprise du travail à 13h 30 et se retrouvent à 8 (dont 5 ouvrières). Le bras droit du DRH (Directeur des Ressources Humaines) convoque le «meneur» et les autres reprendront le travail vu l'échec de ce mouvement fait à contre-cœur. L'explication de la baisse des salaires est donnée par la Direction d'Alpine et non par les sociétés d'intérim ni les délégués qui n'avaient pas cru bon d'informer les intérimaires car eux, en tant qu'embauchés, payés le 30 de chaque mois et non le 12 du mois suivant, échappaient à l'augmentation de la CSG sur leur salaire de juin.

Durant cette période, le chômage partiel a été moins important bien que les vacances soient prolongées de 3 jours, les 30/7, 30/8 et 31/8 étant chômés. Cela non par hasard ou pour augmenter les loisirs des ouvriers, mais pour éviter de payer 3 jours aux intérimaires dont le contrat est cassé pendant l'été et un jour à ceux licenciés fin juillet après 18 mois de présence...

ALA LUTTE CONTRE 75 LICENCIEMENTS D'INTERIMAIRES, LES SYNDICATS PREFERENT LA DEFENSE D'UN OUVRIER (EMBAUCHE) SEXISTE

A la rentrée, alors que presque tous les intérimaires sont sur le point d'être licenciés et que personne n'envisage ne serait-ce

qu'une action symbolique, un incident a lieu qui témoigne de l'influence de l'idéologie dominante dans le prolétariat et dans cette usine en particulier. Un an plus tôt un ouvrier passe les mains aux fesses d'une ouvrière (elles sont toutes en intérim) qui riposte en lui donnant une gifle. L'histoire en était restée là. Mais, le 9 septembre un autre ouvrier réitère le même geste sur la même ouvrière. Même réplique de cette dernière, mais ce coup-ci l'ouvrier lui rend la gifle. L'ouvrière, choquée, se plaint, va à l'infirmerie puis est renvoyée chez elle. L'ouvrier est également renvoyé chez lui après que l'histoire soit remontée de la maîtrise à la direction en passant par les syndicats.

Le lendemain le sujet est abordé entre la direction et les syndicats et l'ouvrier est toujours chez lui. Dans l'usine on parle de plus en plus de cette histoire, bien que seule la moitié du personnel soit au courant et souvent avec une version différente de la réalité. De plus il y a des sous-entendus du fait que l'ouvrière a déjà été victime d'un tel acte et qu'elle a un comportement jugé trop amical envers certains ouvriers. La pression monte aussi parce qu'on parle de licencier l'ouvrier embauché avec la nouvelle loi contre le harcèlement sexuel. Le 14 les deux acteurs de l'histoire sont convoqués chez le DRH avec les délégués syndicaux qui soutiennent... non la victime mais l'ouvrier sexiste. Dans l'usine il y a trois positions parmi les ouvriers: d'abord ceux qui ne sont pas très au courant ou qui ne veulent pas se mêler de cette histoire. Ensuite, ceux presque aussi nombreux qui sont prêts à défendre l'ouvrier en cas de licenciement. Enfin, ceux, très minoritaires, qui ne sont pas prêts à défendre l'ouvrier quel que soit le verdict et qui disent que s'il y a bien quelqu'un à défendre contre les licenciements, ce sont les 75 intérimaires.

Pour les partisans de cette position il faudra faire comprendre au cours des discussions qu'un licenciement de l'ouvrier serait abusif mais qu'il mérite une sanction sévère et que 3 jours de mise à pied c'est peu. Il faudra expliquer que la loi anti-sexiste ne porte que sur des actes alors que bien souvent les comportements de certains ouvriers (gestes à distance, paroles...) sont condamnés.

(Suite en page 10)

LA SITUATION CHEZ ALPINE-RENAULT

(Suite de la page 9)

nables; que cette loi ne changera pas les mentalités et ne détruira pas le sexisme qui n'existe pas que sur les lieux de travail; que le patronat dans la période actuelle prend n'importe quel prétexte pour licencier; que le même acte par un supérieur hiérarchique ne serait certainement pas condamné car la victime n'oserait pas se plaindre sinon elle deviendrait coupable; que quelle que soit l'attitude d'un ouvrier vis-à-vis de ses camarades masculins cela ne peut justifier ce type de comportement; et enfin que la défense des intérimaires sur le point d'être licenciés devrait être le souci prioritaire.

Ce même jour le verdict tombe: 3 jours de mise à pied mais paiement des 3 jours précédents où l'ouvrier était resté chez lui (ce qui faisait dire à certains que c'était une incitation à recommencer car il récoltait 6 jours de congé supplémentaires dont 3 payés). Cet épisode est une démonstration de l'ambiguïté des lois bourgeoises qui ne peuvent tuer le mal à la racine car c'est la société bourgeoise qui est responsable du sexisme par l'idéologie qu'elle véhicule pour renforcer sa domination, et qui ne servent qu'à empêcher les comportements extrêmes. Notamment ici où le sexisme est omniprésent chez les embauchés qui reportent leur haine non sur leurs exploiters mais sur une minorité - les ouvrières intérimaires - en l'absence d'une autre - les travailleurs immigrés.

La domination d'un sexe sur l'autre ne disparaîtra qu'avec la domination d'une classe sur l'autre, c'est-à-dire avec la disparition du capitalisme. Le révolutionnaire Bebel expliquait ainsi: «La femme et le travailleur ont tous les deux de commun ceci que, de temps immémorial, ils sont des opprimés. Malgré toutes les modifications que l'oppression a subies dans sa forme, elle ne s'en est pas moins maintenue en elle-même. La femme, ainsi que le travailleur, dans le long cours de l'histoire, ne sont que rarement arrivés à la conscience nette de leur servitude - et l'une à la vérité, plus rarement même que l'autre parce qu'elle était placée plus basse encore que lui, parce qu'elle a été, parce qu'elle est encore considérée et traitée par le travailleur lui-même comme inférieure» (1); et il mettait dans sa conclusion: «Ouvriers et lettrés, paysans et artistes, bref des hommes de toutes les conditions, viennent [il faudrait actuellement mettre ce verbe au futur] se joindre aux travailleurs qui sont le gros de l'armée qui combattra le dernier combat: ils se soutiennent et se complètent les uns les autres.

La femme aussi est adjurée de ne pas rester en arrière, dans cette lutte où on combattra pour sa propre liberté, pour sa propre délivrance. C'est à elle qu'il appartient de montrer qu'elle a compris quelle était sa véritable place dans l'agitation, dans les luttes du présent en vue d'un meilleur avenir, et qu'elle est résolue à y prendre part; il appartient aux hommes de la soutenir dans la lutte et de l'aider à se débarrasser de tous les préjugés» (2).

Ainsi l'émancipation et l'égalité de la femme ne se feront pas dans la société bourgeoise, mais sous le socialisme. Mais pour cela il lui faudra à elle comme à l'ouvrier acquérir la conscience d'appartenir à une classe qui ne se pourra se libérer qu'après s'être organisée en un parti communiste unique et mondial centralisant et dirigeant ses forces vers la révolution communiste et l'instauration de la dictature du prolétariat.

ALPINE DEPUIS MI-SEPTEMBRE

75 des 80 intérimaires sont donc licenciés, même si hiérarchie et syndicats se refusent à employer ce terme pour les prolétaires de seconde zone que sont les précaires. Il y aura 3 charrettes successives les 17 et 24/9 et le 1/10 selon les postes supprimés et la formation d'embauchés en préparation et sur chaîne. Le 20/9 la production baisse encore à 36 véhicules par jour, soit 31 en réalité, les anciens horaires (semaine de quatre jours et demi) ayant repris. La couche

aristocratique que formaient une partie des ouvriers embauchés depuis 10, 15 ans ou plus sera peignée par ces licenciements car c'est parmi elle que se feront les remplacements sur chaîne. Mais comme les syndicats et les autres embauchés elle ne bougera pas. Et chez les précaires eux-mêmes il n'y aura que peu d'actes, souvent isolés, individuels et totalement inoffensifs pour la production.

La patronat est, lui, confronté à divers problèmes: avoir seulement des embauchés lui crée bien plus de problèmes en raison d'une forte proportion d'absentéisme et d'une manipulation plus difficile de ces ouvriers du fait qu'ils ne sont pas sur la corde raide comme les intérimaires. Finalement ces problèmes entraîneront deux semaines après les derniers licenciements le retour d'un nouveau contingent de l'armée de réserve que

constituent les précaires. Une soixantaine d'intérimaires sera rappelée jusqu'à Noël ou janvier - mais parmi eux aucun de ceux qui ont participé aux luttes depuis octobre 89, ni la victime de l'acte sexiste.

Depuis il ne se passe plus rien dans l'usine. Les seuls débrayages ont été ceux des journées officielles de manifestations orchestrées par les centrales syndicales à l'échelon national. Les syndicats veillent à ne pas se faire déborder par la base et se contentent de pétitions contre la future privatisation de Renault (surtout la CGT). Leur lutte n'est pas la défense des intérêts des travailleurs mais celle de la production (nationale) et de la conservation de leurs petits privilèges. D'ailleurs la production est repassée à 48 véhicules depuis le début de novembre et les horaires ont à nouveau

changé, certains repassant en 2x8, et ce avec moins d'intérimaires que lorsque la production journalière était de 45 Espaces. Des vendredis après-midi en heures supplémentaires sont prévus et la semaine de congé de Noël et du jour de l'an a de grandes chances d'être repoussée en février, date à laquelle il n'y aura peut-être de nouveau plus d'intérimaires. A suivre peut-être...

(1) cf August Bebel, «La femme dans le passé, le présent et l'avenir». Ed Slatkine, ch. «La femme dans le passé», p.9. Bebel était alors un éminent socialiste allemand, partisan de Marx et d'Engels, défenseur des positions révolutionnaires avant d'incarner à la fin de sa vie l'abandon de ces positions par la Social Démocratie.

(2) op. cit., p.372.

Correspondance

La grève des dockers

Le conflit des dockers touche à sa fin car la réforme du statut est pratiquement achevée. Mais il continue cependant encore car de nombreux points restent en litige dans certains ports et les dockers n'ont pas renoncé à lutter pour tenter de récupérer certains privilèges perdus avec l'abolition du statut de 47 (1).

Les premières signatures du plan social avec l'agrément de l'Etat n'empêchent pas le conflit de s'éterniser

En juin, à Dunkerque, la CGT scissionne après de nombreux événements (2) en CGT et en CSOPMI (3). C'est parmi les dockers de ce nouveau syndicat que seront appliquées les premières mensualisations, juste avant les négociations de juillet 1992 (Négociations qui ont aboli le statut de 1947, NdlR). Ce sont ces dernières que les dockers bayonnais contesteront quelques jours après leur signature n'ayant aucune garantie sur les conditions de travail après la mise en application du statut du 1er octobre et qui permettront à la CGT de faire monter les enchères sur le nombre d'intermittents, de départs volontaires (4) ou par mesure d'âge (5) et sur les primes de départs dans de nombreux ports.

Début août, après les négociations port par port de juillet, ce sont les dockers de Nantes (6), Cherbourg, Dieppe et Bastia qui obtiennent les premiers de l'Etat l'agrément du plan social accompagnant le nouveau statut. Ceux de Nantes ont dû accepter ce qu'on leur proposait du fait du fort taux de chômage et de la position géographiquement défavorable du port, en amont de Saint-Nazaire où les Dockers ont créé une SCOP. Et il n'y a pas besoin d'être devin pour savoir ce qui se passera quand il y aura dorénavant une grève des dockers; les navires iront à Saint-Nazaire comme ce fut déjà le cas tout au long du conflit et ceux qui en feront le plus les frais seront les nantais qui ont vu leur effectif diminuer une seconde fois en octobre.

A Dunkerque, où les mensualisés, dont les salaires bruts sont de 11.000 francs pour les ex-carte G (7) et de 5.891 francs pour les ex-carte O (8), travaillent sous la protection de 175 CRS, il y aura des incidents, des dégradations de matériel et de véhicules sur le port et des débuts d'incendies lors de la grève du 8 août dont la Fédération Nationale des Ports et Docks de la CGT (FNPDP) est à l'origine pour protester «contre le blocage délibéré par le patronat des négociations dans les ports de Marseille (9), St-Malo, Lorient (10), Dunkerque et Bayonne» et demander «l'évacuation immédiate des forces de police du PAD (11)», grève très largement suivie (à 100% dans plusieurs ports comme Nantes ou Le Havre). Neuf

dockers seront incarcérés et inculpés.

Le lendemain, une manifestation demandant leur libération est organisée à Dunkerque par les dockers CGT. Elle sera suivie d'actes de sabotage, d'agressions physiques, de menaces de mort, etc... Le 12, la FNPDP lance une grève nationale, suivie de manière variable selon les ports, afin de «protester contre la répression exercée sur les dockers de Dunkerque». Suite à cela, il faudra dorénavant un laissez-passer délivré par l'administration du PAD pour circuler sur ce port dont les accès seront filtrés par des barrières avec des vigiles et des CRS. A noter que ces mêmes dunkerquois perturberont la visite de Ch. Josselin à Boulogne à la mi-septembre. Venus à plus de 300, ils s'affronteront aux CRS locaux.

Officialisation du statut du 9 juin 92 par l'Etat soumises aux problèmes administratifs

Le 1er octobre, jour où les ports de Dunkerque, Calais, Boulogne-Commerce, Le Tréport, Fécamp, Rouen, Honfleur, Caen-Ouistreham, Douarnenez, Concarneau (12), Port-Vendres et Toulon obtiennent l'agrément de l'Etat sur le plan social, les décrets d'application de la loi du 9 juin 92 sont signés, ils paraîtront au Journal Officiel le 13 octobre. Au nombre de deux, ils concernent plusieurs points, dont les suivants:

-Fixation de la durée minimale de travail exigée des dockers occasionnels pour bénéficier d'une priorité de recrutement.

-Désignation des membres du Bureau central de Main d'Oeuvre (BCMO) et, pour la première fois, élections des représentants des dockers. Durée des mandats.

-Régulation des effectifs des intermittents: taux plafond d'emploi, effectif maximum dans les grands ports, etc... en fonction des périodes d'activités pouvant être saisonnières dans certains ports.

-Fixation d'un seuil maximum d'intermittents dans les BCMO des PA.

-Fixation d'un montant d'indemnités compensatrices pour tout docker professionnel radié, variable selon son ancienneté.

-Fixation des zones d'intervention des dockers dans les ports de pêche et de commerce.

-Définition du docker occasionnel.

-Nouvelle fonction du BCMO et élection de son président.

-Fixation des vacances pour les intermittents et les occasionnels.

Par ailleurs, l'Etat qui a repoussé aux calendriers grecques le troisième volet de la réforme portuaire (14) va exiger par son secrétaire d'Etat à la mer la collecte des cartes G afin d'y voir plus clair dans les effectifs de dockers et sur le nombre réel de départs. Sans la restitution de celle-ci, tous les doc-

kers candidats au départ ne pourront toucher leur prime. On voit ici la double astuce de l'Etat: ne pas verser plus de primes qu'il n'y a de départs et même essayer d'en payer le moins possible. Bien qu'on affirme au cabinet du secrétaire d'Etat qu'on fait cela parce que l'on craint que dans la vie professionnelle et syndicale, des cartes pas très nettes continuent de se balader et fassent l'objet de menus trafics». Malheureusement pour l'Etat et l'administration chargée de cette mission, ils vont se retrouver dans une situation kafkaïenne. En effet, la carte G n'existe pas ou seulement dans peu de ports et en de rares occasions comme en cas de sécurité renforcée, étant très souvent remplacée par un simple bout de bristol. Très peu de cartes seront donc récupérées, comme le confirme cet exemple à Nantes où le PDG d'une société de manutention confiera qu'il n'a «récupéré que quelques cartes seulement: l'une timbrée de 1992, les autres de 82. Après, le BCMO ne délivrait plus de timbres» (15). Cela se révélera n'être qu'une perte de temps administrative confirmant néanmoins le fonctionnement autarcique et maffieux de la corporation.

Le conflit continue malgré tout

Durant cette période, les intermittents à Dunkerque (où il manque encore 100 mensualisés) sont toujours en grève. A Bayonne, les dockers refusent de signer l'accord avec le patronat et font des grèves de durée variables. A Bordeaux, une grève qui va bloquer tout le port et une vingtaine de navires commence le 27 septembre, les dockers manifestant contre le refus des employeurs de manutention de signer des garanties de salaire minimum et d'emploi pour 35 intermittents. Après plusieurs réunions qui voient le patronat rester sur ses positions et un ultimatum des transporteurs routiers et des agriculteurs qui promettent de forcer le blocus du port et de bloquer la ville, les dockers se résignent à reprendre le travail le 22 octobre. Les deux points à l'origine du mouvement seront résolus plus tard.

Trêve sociale et entente patronat-syndicats

En novembre et décembre, à l'exception des dockers de St-Malo et de Marseille qui restent sur leur position et d'une entorse à la paix sociale par ceux de Lorient-Keroman qui feront deux manifs, dont une violente, les 4 et 7 décembre, permettant de réouvrir le dossier sur ce port qui aboutira à la signature du plan social en février (ce sera le dernier si l'on excepte St-Malo), c'est la paix sociale la plus complète et la signature du plan social avec agrément de l'Etat dans tous les ports qui n'en étaient restés qu'aux

La grève des dockers

négociations port par port de juillet ou qui n'avaient pu trouver d'entente entre le patronat et les syndicats. Ce sera une bonne occasion pour la CGT d'imposer des revendications dans certains ports qui seront, celles-ci, acceptées par le patronat. Comme à La Pallice par exemple où la CGT se satisfait de la baisse d'effectifs de mensualisés, passant de 75 à 66, car cela permettra de faire des heures supplémentaires et d'accroître par la même occasion les primes de productivité, preuve que l'idéologie du stakhanovisme n'est pas morte chez les staliens. Le patronat fera des concessions de son côté pour prolonger cette paix sociale et regagner une partie du trafic perdu pendant le conflit, dont certaines, comme l'augmentation des indemnités de départs de 500 à 800 francs prise en charge par l'Etat, qui ne l'engagent à rien.

Dorénavant, la réforme qui devait coûter 2,5 milliards dont 700 millions à l'Etat est estimée à 4 milliards dont 50 % à la charge de l'Etat. Son financement qui revient à 1 million par départ de docker sera échelonné jusqu'en ... 2006.

Mi-janvier, les dockers de Marseille et de Fos signent enfin. Le plan social est aussitôt agréé par l'Etat.

Le statut de 92 et le plan social ne signifient ni la victoire totale de la bourgeoisie, ni la fin de la lutte des dockers

Début février 93, à l'exception de St-Malo, de Marseille et du Havre, seul port (bien qu'ayant signé parmi les premiers) à ne pas encore connaître en août 93 la mensualisation chez les dockers pour des problèmes concernant le financement de la réforme de la filière portuaire, le statut de 92 et le plan social sont enfin appliqués partout et dans leurs formes définitives. Mais c'est méconnaître les dockers de penser qu'ils vont enfin observer une paix sociale durable.

Le 15 mars, la FNPD-CGT appelle à la grève afin de revendiquer la revalorisation des rémunérations de base bloquées depuis 91. Celle-ci est suivie à 100 % ou presque dans tous les ports exceptés à Dunkerque où les dockers veulent «faire trembler» Anvers et Le Havre, et à St-Nazaire bien évidemment. Pour la fédération patronale UNIM (16), il s'agit d'«une tentative de restauration du statut de 47», ce qui n'est pas faux. Car parmi les revendications de la CGT, qui a prouvé que le statut avait des imperfections dues à des modifications subies lors du déroulement du conflit, figuraient «le maintien du monopole syndical» et «le recrutement héréditaire». Cela annonce la couleur du 24ème Congrès (le premier depuis l'application du statut de 92) de la FNPD-CGT qui se tiendra du 17 au 19 mars.

Au cours de celui-ci, les délégués vont «affirmer avec force et dans l'unité leur volonté d'arracher à l'UNIM par la lutte une convention collective de haut niveau qui sera le ciment entre tous les ports et entre tous les dockers» (sic!). De plus, ils vont considérer «comme important de promouvoir les échanges internationaux» et de se prononcer «pour la mise en place d'une structure européenne des syndicats de dockers» (re-sic!) (17).

Quelques jours après, c'est la victoire de la droite aux élections. Bien entendu, la politique menée restera la même, à l'exception d'un point, la suppression du secrétariat d'Etat à la mer, fusionné avec l'agriculture, le commerce, les transports et le tourisme.

Le 5 avril, à Dieppe, les dockers appor- tent une nouvelle preuve de la mentalité qui règne dans leur corporation. Ce jour-là, le conseil des prud'hommes doit juger en référé un litige opposant quatre anciens dockers au groupement des employeurs manutentionnaires (18). Ce dernier a fait appel à 12 travailleurs afin de répondre à la hausse de trafic dans le port bananier, alors que la priorité d'embauche doit revenir aux ex-doc-

kers. Mais ces quatre dockers qui réclament le droit de retravailler ont été rayés des effectifs après avoir négocié leur départ volontaire et touché des indemnités de 200.000 francs chacun. Le verdict tombe: ne pouvant faire valoir la priorité d'embauche suite à ces départs volontaires, ils sont déboutés (à noter que dans ce port, les dockers restent vint se plaindre de ne plus pouvoir sortir quoi que ce soit du port après le travail et notamment de la nourriture en grande quantité comme c'était le cas auparavant où les dockers nourrissaient la famille voire même les amis).

En mai, c'est au tour de l'UNIM de tenir son Congrès, le premier depuis la réforme. Il portera sur l'analyse des contre-réformes proposées par la CGT qui sont comparables aux acquis du statut de 47 et des heurts liés à des désaccords de rédaction de certains points du statut (la CGT demandait par exemple de remplacer «CDI» par «mensualisation des rémunérations au titre d'emploi permanent», etc.).

En juin, de nombreuses grèves auront lieu, notamment à Bayonne et Bordeaux, à la suite du licenciement d'un docker bayonnais. Les deux ports sont désertés par de nombreux navires qui préfèrent se rendre chez les dockers-patrons de St-Nazaire. Au Havre, les mouvements seront encore dûs au problème du financement de la réforme, bloquant sans cesse la mensualisation. Les autres grèves et notamment celle de 24 heures du 23 juin à l'appel de la FNPD sont des tentatives de la part de cette fédération de mobiliser ses troupes afin d'essayer de regagner les acquis perdus.

En juillet, à l'appel de la FNPD et toujours pour les mêmes raisons, il y aura de nouvelles grèves. Comme pour les autres grèves sur les mêmes revendications, l'arrêt de travail du 10 et 11 juillet est très largement suivi (100% dans la majorité des ports) sauf chez les mensualisés de Dunkerque et de Rouen (ces derniers ayant signé un accord sur la productivité avec le patronat) et à St-Nazaire évidemment. La CGT entend ainsi protester contre l'UNIM qui «après avoir chassé 4.000 emplois statutaires (...) a recours à plus de 5.000 occasionnels journaliers». En réalité, la CGT proteste pour deux raisons évidentes: les occasionnels ne sont plus enregistrés et immatriculés au BCMO, donc par la CGT, et le patronat compte bien se servir de ces ouvriers pour précariser la profession et, pourquoi pas, former le maximum de «jeunes» pour briser les futures grèves.

En conclusion

On peut dire que la bourgeoisie a fait le nécessaire pour arriver à ses fins et donc aboutir à sa réforme même si elle a dû y laisser des miettes. Cela faisait partie de sa stratégie de payer le prix, sachant par l'appât du gain réduire les mouvements de riposte des dockers ou du moins les diviser. Cela a fonctionné par exemple, grâce à la «souplesse» du calendrier des négociations, qui repoussait sans cesse les dates de rencontres, tout en imposant des délais-butoirs que les dockers ne devaient pas dépasser sans risquer de s'exclure des négociations ou au pire d'être licenciés de manière collective et général, ou grâce au paiement des indemnités sur plus de dix ans, cela n'engageant en rien l'Etat et permettant aux sociétés de manutention de tenir les dockers et la CGT.

Cela a été une totale réussite du patronat portuaire qui a pu se débarrasser de professionnels pour les remplacer par des occasionnels plus nombreux aujourd'hui afin d'augmenter la précarisation du travail dans la profession. Grâce à l'idéologie dominante qui règne au sein des dockers, comme le chauvinisme et le stakhanovisme hérités du stalinisme et du corporatisme, ce patronat a pu aussi mettre en place des primes de productivité pour développer l'esprit de compétitivité intra-nationale mais aussi internationale contre, principalement, les ports voisins et étrangers.

Quant à la CGT, elle a prouvé une fois de plus sa force et sa détermination à la

base, ce qui n'empêche pas que de nombreuses critiques soient à faire comme celles ci-dessus, mais aussi son incapacité à faire de ce mouvement une lutte unitaire, volontaire, solidaire et réelle. Elle a également prouvé son échec à tenir une stratégie de lutte qui aurait pu payer bien que cela aurait abouti en cas de réussite à un maintien de ses privilèges. Mais, à de très rares exceptions près, n'était-ce pas la volonté (ou les ordres du Bureau Confédéral) des délégués syndicaux et, plus particulièrement, des bonzes à l'instar de leurs pairs dans toutes les entreprises ou corporations, de se comporter ainsi (19)? Ces délégués et bonzes ont tout fait pour que jamais la base ne s'allie avec les occasionnels, sauf à de rares occasions et dans quelques ports pour des actions brèves sans lendemain, alors que c'était et c'est une nécessité, comme l'est celle de l'unité avec les embauchés et précaires de toutes les autres professions, et plus particulièrement avec ceux des ports et avec les marins.

Mais cela est devenu une habitude chez ces travailleurs d'une corporation qui, malgré la perte de nombreux acquis, reste encore aujourd'hui une aristocratie ouvrière. Preuve en est une très juste analyse datant de 1988 sur les dockers de Marseille qui notait que le corporatisme et l'autarcie étaient à l'origine de l'extraordinaire montée idéologique du Front National dans cette corporation. Ou encore le cas de St-Malo dont n'a pu sortir aucune information vraiment sérieuse depuis le début de l'année (mises à part les grèves nationales à l'appel de la FNPD).

Aujourd'hui il est du devoir de tous les prolétaires de soutenir les dockers contre les attaques de la bourgeoisie, comme tous les travailleurs actifs ou chômeurs, embauchés ou précaires, hommes ou femmes, autochtones ou immigrés, sans omettre cependant de critiquer le caractère anti-prolétarien de certaines revendications. En effet, le sort et la combat des dockers ne doit pas être individualiste et corporatiste mais bel et bien lié à l'ensemble de la classe ouvrière.

Les dockers doivent:

-Déjouer et combattre toutes les orientations corporatistes, collaborationnistes donc paralysantes de l'opportunisme qu'il soit syndical ou politique.

-S'allier avec les autres travailleurs et principalement, dans un premier temps, avec ceux des ports où ils travaillent et avec les marins des navires français ou battant pavillon étranger (ces derniers étant originaires de n'importe quel pays) pour riposter aux attaques de la bourgeoisie internationale.

-Etre solidaire des dockers des autres pays (cela ne devant pas être que des slogans sans suite lancés durant les Congrès syndicaux), tout en sachant critiquer et combattre les dérives que ceux-ci pourraient avoir et en menant d'abord ce combat en son propre sein.

-Se battre contre toute amélioration de la productivité et s'allier avec les occasionnels et donc refuser toute inégalité, à commencer dans les salaires, refuser les primes en revendiquant leur intégration dans les salaires.

Ce n'est que sur de telles bases que l'unité des dockers entre eux, avec les «précaires» de leur corporation puis avec tous les travailleurs localement, régionalement, nationalement et internationalement pourra se faire, ces bases étant le prélude à la renaissance plus urgente que jamais dans la période actuelle de la lutte prolétarienne de classe.

(1) Rappelons brièvement que c'est en juillet 92 que l'on peut dire que le statut de 47 a été définitivement aboli. Voir «Le Prolétaire» n° 416 (mai-juin 92) et 420 (mars-avril 93) NdR.

(2) Voir article «La grève des dockers» dans «Le Prolétaire» n° 420.

(3) Chambre Syndicale des Ouvriers du Port Mensualisés et Intermittents.

(4) Congés-conversions compris.

(5) Départs en pré-retraites ou retraites, l'âge idéal ayant été souvent baissé selon les ports à la satisfaction du patronat, de la CGT ou des dockers concernés ou de tous parfois.

(6) Nantes forme avec Saint-Nazaire-Montoir un seul port autonome dont l'administration est unique, mais chaque port possédait son BCMO et le possède encore. Ainsi ce sont deux ports indépendants malgré tout.

(7) C'est-à-dire les professionnels

(8) C'est-à-dire les occasionnels qu'on appelle aussi les intermittents. Ce second terme souvent employé peut porter à la confusion car tous les dockers sous le statut de 47 étaient intermittents et certains sous le statut de 92 le sont encore. On peut donc affirmer que malgré son utilisation dans ce sens, ce terme est inexact au point de vue de sa définition.

(9) Voir prochain article sur ce port autonome.

(10) Lorient compte deux ports et donc deux BCMO: Kergoise pour le commerce et Keroman pour la pêche.

(11) P pour port, A pour autonome, la troisième lettre étant l'initiale du Port. D pour Dunkerque, M pour Marseille, H pour Le Havre, B pour Bordeaux, etc.

(12) A Concarneau, sur 103 titulaires, il ne restera que 14 trieuses de poissons mensualisées et 49 dockers-ouvriers intermittents pour les ports de pêche et de commerce. Tous seront désormais gérés par le même BCMO.

(13) Le statut entre officiellement en vigueur ce jour.

(14) Voir «Le Prolétaire» n° 416.

(15) «Le Marin» du 11 septembre 92.

(16) UNIM: Union Nationale des Industries de la Manutention portuaire.

(17) «Paris-Normandie» du 25 mars 93

(18) Dans chaque port les sociétés de manutention portuaire ont été réunies en groupement, société unique, unions, etc. Exemple: GEMO au Havre, GIE à St-Malo, UMC à Dunkerque, FMC à Boulogne-Commerce, UMB à Bayonne, etc.

(19) Voir dans le n° 422 du «Prolétaire» les articles sur Sopalin ou les «licenciements-express» qui donnent un aperçu de l'opportunisme et du réformisme syndical.

IL COMUNISTA n°38 - Ottobre 1993

- Le forze del capitale, della chiesa e del collaborazionismo riformista unite contro il proletariato - Gli operai di Crotone fanno paure a tutti quanti, per i metodi niente affatto democratici usati nelle loro lotte - Russia: cannonate e parlamento - L'accordo OLP-Israele non metterà fine né all'oppressione delle masse palestinesi né alla loro rivolta - Germania: per combattere il razzismo e la xenofobia è necessario combattere il capitalismo sotto tutte le sue forme politiche - Dalla Francia: Per una riposta proletaria all'offensiva anti-immigrati - La questione della ripresa della lotta di classe del proletariato e i compiti dei comunisti (parte I) (Riunione di San Donà - dicembre '92) - Cina: delizie del nuovo capitalismo - Adio Marco - Lotte operaie nel mondo - Workers aid to Bosnia - China: delizie del nuovo capitalismo - Volantino: Contro i licenziamenti, la mobilità, gli accordi bidone, organizziamo la lotta operaia.

**LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE
DU PARTI!**

«le prolétaire»

«programme communiste»

«il comunista»

«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ!

Non à la répression contre les organisations kurdes !

Après son coup de filet contre les islamistes algériens Pasqua récidive contre les organisations kurdes liées au PKK. Si dans l'impression qu'elles sont censées faire dans l'esprit de la population française, à savoir renforcer la méfiance envers les étrangers, les réfugiés politiques et parallèlement la confiance envers l'Etat barrière aux terroristes, comme dans le soutien qu'elles révèlent envers deux Etats confrontés à des difficultés aiguës ces deux opérations se complètent, les différences sont cependant importantes.

Dans le cas algérien le gouvernement Balladur a pris partie beaucoup plus nettement et publiquement que son prédécesseur en faveur du gouvernement en place (sans que pour autant il fasse montre de davantage de souplesse en matière financière). Mais il prend soigneusement garde de ne pas couper complètement les ponts avec les islamistes qui seront peut-être associés demain au pouvoir par la bourgeoisie algérienne et avec lesquels le gouvernement d'Alger cherche malgré tout un terrain d'entente. La rafle anti-islamiste a donc davantage été un avertissement qu'une dé-

claration de guerre aux partisans de l'ex FIS.

Pour ce qui est des kurdes par contre le gouvernement n'a aucune raison de ménager le PKK, d'autant qu'il lui était difficile de paraître rester en retrait de l'Allemagne dans les bonnes grâces faites au gouvernement d'Ankara. La France est devenue en effet à la place de l'Allemagne le premier investisseur étranger en Turquie où elle vient en outre de remporter un marché d'hélicoptères de combat au détriment des américains. Il n'est guère hasardeux de supposer que parmi les arguments avancés de part et d'autre au moment de la conclusion de ce marché la question de l'activité d'organisations proches du PKK dans l'immigration turque en France est selon toutes probabilités venue sur le tapis.

La lutte de l'Etat turc contre les guérilleros kurdes et tous ceux soupçonnés de complicité est menée d'une façon particulièrement brutale. A l'issue de la guerre du golfe l'Etat turc avait esquissé quelques gestes envers les kurdes, allant même... jusqu'à admettre que les kurdes puissent parler leur langue entre eux sans que ce soit un délit! Ce «libéralisme» donnait la mesure de la

politique oppressive envers les kurdes qui est une solide tradition de la bourgeoisie turque. Mais il a maintenant cédé la place à un déchaînement de la répression qui a déjà fait des milliers et des milliers de victimes. L'armée turque n'a pas hésité à plusieurs reprises à mener des opérations en territoire irakien où le PKK a installé des bases arrière (et l'Etat irakien a suivi cet exemple dans sa lutte contre ses propres guérilleros kurdes): l'an dernier en trois semaines d'opération en Irak elle aurait tué près de 5.000 combattants (ou supposés tels) du PKK, en collaboration avec des organisations kurdes d'Irak. Elle avait noué une alliance avec les nationalistes kurdes irakiens qui se chargent maintenant de faire la police au profit de l'Etat bourgeois turc. Ces dernières semaines, selon un représentant du PDKI (Parti Démocratique du Kurdistan Irakien) à Ankara, 4.000 combattants de ce parti ont commencé à ratisser la région proche de la frontière turque pour en déloger les guérilleros kurdes de Turquie qui s'y seraient infiltrés, ainsi que la région proche de la frontière iranienne. Le Kurdistan irakien dépend de l'approvisionnement venu de Turquie ainsi que du soutien de l'aviation occidentale qui y est basée pour garder son autonomie vis-à-vis du gouvernement de Bagdad. Pour les notables et les bourgeois qui sont à la tête de cette région, la solidarité avec les kurdes opprimés en Turquie ou en Iran est le cadet de leur souci.

La lutte contre l'oppression dont sont victimes les populations kurdes - lutte qui

comprend la pleine reconnaissance de leur droit à l'auto-détermination - ne peut donc pas s'appuyer sur une solidarité nationale, c'est-à-dire de nature bourgeoise, inexistante entre les kurdes des différents pays. Pour résister à la répression des Etats constitués aidés par telle ou telle fraction bourgeoise kurde, et être victorieuse, elle devra se tourner vers les opprimés de ces Etats et avant tout vers la seule classe capable de lutter pour leur destruction, la **classe ouvrière** qui englobe des travailleurs de toutes nationalités et de toutes ethnies.

Mais ce n'est pas le PKK, dont la phraséologie marxiste ne peut dissimuler la nature stalinienne, qui peut suivre cette orientation prolétarienne et communiste qui a besoin pour voir le jour du réveil de la lutte révolutionnaire dans les grandes concentrations prolétariennes internationales. La solidarité avec les masses kurdes opprimées, la dénonciation des mesures répressives prises en Allemagne et en France, la lutte pour la libération des emprisonnés, la lutte contre d'éventuelles expulsions, etc., ne peut donc en aucune façon être synonyme d'un appui à des orientations non communistes comme celles du PKK; et encore moins se mener au nom de la «démocratie» ainsi que le fait la campagne officielle de solidarité en France, mais au nom de l'**internationalisme prolétarien**, de la lutte **contre notre propre impérialisme** et de l'appel à la reconstitution du **parti révolutionnaire international**.

Boniments sur la liberté

(Lénine, «A propos de la lutte au sein du Parti Socialiste Italien.
En guise de postface» 11/12/1920)

Le texte que nous publions ci-dessous a été écrit dans les semaines précédant la scission préparée au sein du PSI par la Gauche pour constituer le parti communiste.

Lénine réplique aux dirigeants «maximalistes» qui, au sein du parti socialiste, mettaient en avant des arguments fondés sur la liberté et l'égalité pour critiquer le régime soviétique et, conséquence logique, pour s'opposer à la rupture nette entre les partisans de la révolution et de la dictature du prolétariat et les partisans de

la voie réformiste, pacifique, et de la valeur absolue des idéaux démocratiques bourgeois. L'histoire a montré que les courants dits «centristes» qui admettent en paroles la dictature prolétarienne et la révolution mais qui en pratique sont congénitalement incapables de rompre avec les courants réformistes, reflets et agents de la domination bourgeoise sur la classe ouvrière, se rangent inévitablement du côté de la contre-révolution. Et cette conclusion vaut pour aujourd'hui et demain autant que pour hier.

Après trois ans de dictature du prolétariat, nous sommes en droit de dire que le reproche qu'on lui fait le plus couramment et le plus communément, est, dans le monde entier, celui d'attenter à la liberté et à l'égalité. Toute la presse bourgeoise de tous les pays, y compris celle des démocrates petits-bourgeois, c'est-à-dire des social-démocrates et socialistes, dont Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Longuet, etc., etc., fulmine contre les bolchéviks précisément en raison de ces atteintes à la liberté et à l'égalité. Dupoint de vue de la théorie, cela est tout à fait compréhensible. Que le lecteur se souvienne des paroles célèbres et si sarcastiques de Marx dans *le Capital*.

«La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent l'achat et la vente de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham» (le Capital, livre 1, ch.6, p.135, Ed. Sociales 1976).

Ces paroles sarcastiques ont un sens historique et philosophique particulièrement profond. Il faut les rapprocher des commentaires de vulgarisation d'Engels sur la même question dans son *Anti-Dühring*, et surtout du passage où il dit que l'égalité est un préjugé ou une absurdité, si cette notion n'aboutit pas à l'abolition des classes.

L'abolition de la féodalité et de ses vestiges, l'établissement des bases de l'ordre bourgeois (on peut dire, à bon droit, de l'ordre démocratique bourgeois) ont occupé toute une époque de l'histoire mondiale. Et les mots d'ordre de cette époque, de portée historique furent évidemment liberté, égalité, propriété et Bentham. L'abolition du

capitalisme et de ses vestiges, l'établissement des bases du régime communiste forment le contenu de la nouvelle époque de l'histoire mondiale qui vient de commencer. Et les mots d'ordre de notre époque sont et doivent inévitablement être: **abolition des classes, dictature du prolétariat** pour la réalisation de cet objectif, **dénonciation implacable des préjugés démocratiques petits-bourgeois** sur la liberté et l'égalité, lutte impitoyable contre ces préjugés. Qui ne l'a pas compris n'a rien compris aux questions concernant la dictature du prolétariat, le pouvoir des Soviets, les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste.

Tant que les classes ne sont pas abolies, parler de liberté et d'égalité en général, c'est se tromper soi-même ou tromper les ouvriers ainsi que tous les travailleurs et exploités du Capital; en tout cas c'est défendre les intérêts de la bourgeoisie. Tant que les classes ne sont pas abolies, tout raisonnement sur la liberté et l'égalité doit susciter la question: liberté pour quelle classe? à quelle fin? sous quel rapport précis? Eluder ces questions, directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, c'est fatalement défendre les intérêts de la bourgeoisie, les intérêts du Capital, les intérêts des exploités. Le mot d'ordre de liberté et d'égalité, si l'on fait le silence sur ces questions, si l'on ne dit rien de la propriété privée des moyens de production, n'est que mensonge et hypocrisie de la société bourgeoise qui, sous le couvert de la reconnaissance formelle de la liberté et de l'égalité, masque la servitude et l'inégalité économique de fait des ouvriers, de tous les travailleurs et des exploités du capital, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population de tous les pays capitalistes.

Aujourd'hui en Russie, grâce au fait que

la dictature du prolétariat a posé pratiquement les questions fondamentales et **ultimes** du capitalisme, on voit avec une clarté particulière à **qui servent** (cui prodest? «à qui profitent?») les discours sur la liberté et l'égalité en général. Quand les socialistes-révolutionnaires nous servent de beaux raisonnements sur le thème de la liberté et de l'égalité dans les limites de la *démocratie du travail*, car voyez-vous, ils n'y sont pour rien dans les dissertations sur la liberté et l'égalité en général! ils n'oublient pas du tout Marx! nous leur demandons: que faire en période de dictature du prolétariat, de la distinction entre la classe des ouvriers salariés et celle des petits patrons propriétaires?

La liberté et l'égalité, *dans les limites de la démocratie du travail*, c'est la liberté pour le petit cultivateur-proprétaire (même s'il cultive une parcelle du sol nationalisé) de vendre ses excédents de blé à un prix de spéculation, **c'est-à-dire d'exploiter l'ouvrier**. Celui qui parle de liberté et d'égalité dans les limites de la démocratie du travail, alors que les capitalistes ont été chassés, mais que la propriété privée et la liberté du commerce subsistent toujours, ne fait que défendre les exploités. Et le prolétariat qui exerce sa dictature doit le traiter comme s'il s'agissait d'un exploiteur, quand bien même il se parerait de la qualité de social-démocrate, de socialiste, ou prétendrait avoir compris que la IIe Internationale est pourrie, etc., etc.

Tant que subsistent la propriété privée des moyens de production (par exemple, de l'outillage agricole et du cheptel, même si la propriété privée du sol est abolie) et le commerce libre, la base économique du capitalisme subsiste. Et la dictature du prolétariat est l'unique moyen de lutter victorieusement contre elle, l'unique voie vers l'abolition des classes (sans laquelle il ne saurait être question ni de

liberté effective pour la personne humaine - **et non pour le propriétaire** - ni d'égalité effective, sociale et politique, entre les hommes - **et non d'une égalité hypocrite entre le propriétaire et celui qui ne possède rien**, entre le rassasié et l'affamé, entre l'exploiteur et l'exploité). La dictature du prolétariat conduit à l'abolition des classes, et cela d'une part par le renversement des exploités et l'écrasement de leur résistance; elle y conduit d'autre part, par la neutralisation, par la mise hors d'état de nuire du petit propriétaire qui hésite entre la bourgeoisie et le prolétariat.

(...) Quelle condition mettrons-nous donc à la reconnaissance de la «liberté» et de «l'égalité»? de la liberté et de l'égalité des membres de l'Internationale Communiste?

Celle-ci: que les opportunistes et les «centristes» ne puissent s'infiltrer dans nos rangs. Car ils ont beau souscrire à la dictature du prolétariat, ils demeurent en réalité les propagandistes et les défenseurs des préjugés, des faiblesses, des hésitations de la démocratie petite-bourgeoise. D'abord rupture avec ces préjugés, ces faiblesses, ces hésitations; avec les gens qui prêchent ces conceptions et ces manières d'être. Ensuite, et à cette seule condition, «liberté» d'adhérer à l'Internationale Communiste, «égalité» de tout communiste effectif (et non du communiste en paroles) et de tout autre communiste, membre de l'Internationale Communiste.

«PROGRAMME COMMUNISTE» Revue théorique du P.C. International Sommaire du No 93 (mars 93):

- Marxisme et écolo-socialisme: Deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés
- Histoire de la Gauche Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste
- Vers le parti communiste
- Le capitalisme soviétique en crise (2)
- Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes indépendants (2)
- La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunisto Internazionale

Prix de l'exemplaire: 25FF / 140Fb / 10FS / 5000Li / 10DM / 450Pts / US\$4